

RAPPORT DU SUIVI-CONTINU DE LA PAUVRETE ET DE LA VULNERABILITE DES MENAGES BENEFICIAIRES FIAVOTA

SECOND TRIMESTRE 2026



Ce rapport a été rédigé par RAKOTOMALALA Tiavina Harivony et RAJERSON Bodoseheno Harinoa
Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement
celles d'autres personnes ou institutions.

Août 2026

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	
INTRODUCTION.....	8
1.Présentation du programme FIAVOTA	9
1.1 Ancrage institutionnel et zones de couverture.....	9
1.2 Les Mesures d'Accompagnement du programme (MACC)	9
2. Méthodologie	10
2.1 Dispositif de collecte	10
2.2 Échantillonnage et plan de sondage	10
2.3 Processus de collecte de données	11
3. Caractéristiques sociodémographiques	12
3.1 Structure et composition des ménages bénéficiaires.....	12
3.1.1. Taille du ménage	12
3.1.2. Structure par âge et par sexe des membres des ménages bénéficiaires	12
3.1.3. État civil des membres des ménages bénéficiaires	13
3.2 Niveau d'instruction de la population de bénéficiaires	13
3.2.1 Taux de fréquentation scolaire des enfants de 6 à 14 ans	13
3.2.2 Assiduité des enfants scolarisés et facteurs de rupture scolaire	14
3.3 Profil du Chef de ménage et vulnérabilités structurelles	14
3.3.1 Sexe du Chef de ménage.....	14
3.3.2 Age du chef de ménage	14
3.3.3 Niveau d'éducation.....	15
4. Accès à l'eau et stress hydrique	16
4.1 Source d'approvisionnement en eau et quantité collectée.....	16
4.2 Temps d'accès aux sources d'approvisionnement et évolution de la durée d'approvisionnement	18
5. Capital productif et moyens d'existence des ménages bénéficiaires	19
5.1 Typologie des actifs possédés par les ménages	19
5.1.1 Actifs animaux et cheptel	19
5.1.2 Matériels agricoles et équipements domestiques	19
5.2 Activités principales des ménages.....	20
5.2.1 Type d'activités principales des ménages	20
5.2.2 Production agricole	21
5.2.2.1 Type de culture pratiquée.....	21
5.2.2.2. Perception de la précipitation et état des cultures.....	22
5.2.2.3. Estimation de la période de récolte et prévision de la quantité à récolter..	23
6. Situation financière	24

6.1 Perception du niveau de vie actuel et évolution	24
6.2 Situation financière et évolution.....	25
6.3 Appartenance aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit.....	26
6.4 Emprunts au cours des 30 derniers jours	26
6.4.1. Recours à l'emprunt au cours des 30 derniers jours	26
6.4.2. Caractéristiques et modalités des crédits obtenus.....	27
7. Chocs et stratégies d'adaptatiAon	28
7.1 Exposition aux chocs 30 derniers jours précédant la collecte.....	28
7.2 Type de chocs subis et intensité.....	28
7.3 Stratégie de survie adoptée par les bénéficiaires	29
7.4 Type de stratégie adopté par les bénéficiaires.....	29
7.4.1 Focus sur les stratégies de Crises.....	30
7.4.2 Focus sur les stratégies d'Urgence	30
8. Consommation et sécurité alimentaire	31
8.1. Consommation alimentaire	31
8.2. Sources d'approvisionnement alimentaire	31
8.2.1. Mode d'approvisionnement à l'échelle globale	31
8.2.2 Approvisionnement par type d'aliments de base et vulnérabilités territoriales	32
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	33
BIBLIOGRAPHIE	35
ANNEXES	36

Liste des tableaux

Tableau 1 : Déroulement temporel de la collecte par lot de ménages	10
Tableau 2 : Marge d'erreur pour chaque district	11
Tableau 3 : Taux de possession de CIN par les adultes et taux de possession d'acte de naissance des enfants de moins de 5 ans.....	13
Tableau 4 : Niveau d'instructions des chefs de ménages selon leur genre (en %) ...	15
Tableau 5 : Quantité d'eau consommée par les ménages (en litre).....	17
Tableau 6 : Taux de possession d'Actifs agricoles et domestiques possédés par les ménages (en %).....	18
Tableau 7 : Part des ménages engagés dans chaque typologie d'activité (en %)	21
Tableau 8 : Type de cultures pratiquées par les exploitants agricoles (en %).....	21
Tableau 9 : Perception du niveau de précipitation par les ménages (en %)	22
Tableau 10 : Etat des cultures au mois de la première collecte de données (en %)	22
Tableau 11 : Prévision de la quantité de culture à récolter par les ménages agricoles (en %).....	23
Tableau 12 : Situation financière actuelle (en %)	25
Tableau 13 : Emprunt au cours des 30 derniers jours (en %)	26
Tableau 14 : Raison de non demande d'emprunt au cours des 30 derniers jours (en %).....	27
Tableau 15 : Obtention de crédit au cours des 30 derniers jours (en %).....	27
Tableau 16 : Classification des types de stratégies adoptées par les ménages bénéficiaires (en %).....	30
Tableau 17 : Source d'approvisionnement à l'échelle globale (en %).....	32
Tableau 18 : Taille moyenne, minimale et maximale des foyers bénéficiaires.....	I
Tableau 19 : Tranche d'âge, âge moyen des membres et ratio de dépendance démographique	I
Tableau 20 : Niveau d'instructions des individus par âge et par genre (en %).....	II
Tableau 21 : Niveau d'éducation des membres instruits (en %).....	III
Tableau 22 : Assiduité des membres scolarisés le mois de l'enquête (%)	IV
Tableau 23 : Age, sexe des chefs de ménages	IV
Tableau 24 : Structure parentale des chefs de ménages (en %).....	IV
Tableau 25 : Classification des sources d'eau des ménages (en %).....	V
Tableau 26 : Taux de possession par catégorie d'actifs (en %)	V
Tableau 27 : Nombre moyen d'actifs possédés par les ménages.....	VI
Tableau 28 : Vente d'actifs par les ménages (en %).....	VI
Tableau 29 : Nombre d'activités dont les ménages sont engagés (en %).....	VI
Tableau 30 : Nombre moyen de membres engagés dans les top 4 activités des ménages.....	VII

Tableau 31 : Ménages engageant des membres de moins de 18 ans (en %)	VII
Tableau 32 : Perception de l'évolution des activités par rapport au mois précédant l'enquête (en %).....	VII
Tableau 33 : Part des ménages exploitants agricoles (en %)	VIII
Tableau 34 : Répartition des ménages par nombre de cultures agricoles exploitées (en %).....	VIII
Tableau 35: Prévision sur la quantité de culture à récolter (en %).....	VIII
Tableau 36 : Perception du niveau de vie selon l'activité principale des ménages (en %)	IX
Tableau 37 : Situation financière des ménages au mois de l'enquête (en %)	IX
Tableau 38 : Taux d'appartenance des ménages à une AVEC (en %).....	X
Tableau 39 : Raison de NON appartenance à un AVEC (en %).....	X
Tableau 40 : Raisons de non obtention de crédit (en %)	X
Tableau 41 : Types de stratégies adoptés par les ménages (en %)	XI
Tableau 42 : Les aliments les moins consommés par les ménages (en %)	XII
Tableau 43 : Les aliments les plus consommés par les ménages (en %).....	XII
Tableau 44 : Source d'approvisionnement des aliments de base des ménages bénéficiaires (en %).....	XIII

Liste des graphiques

Graphique 1 : Zones d'intervention	8
Graphique 2 : Processus mensuel de la collecte de donnée.....	11
Graphique 3 : Pyramide des âges des membres de ménages bénéficiaires	12
Graphique 4 : Raison de non scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés (en %)	14
Graphique 5 : Source d'approvisionnement en eau (en %).....	16
Graphique 6 : Evolution de la quantité disponible ce mois m (en %).....	18
Graphique 7 : Durée pour se rendre à la source d'eau, s'approvisionner et revenir (en %).....	18
Graphique 8 : Evolution de la durée d'approvisionnement par rapport au mois précédent (en %).....	18
Graphique 9 : Perception du niveau de vie actuelle (en %)	24
Graphique 10 : Evolution du niveau de vie au cours du mois par rapport au mois précédent la collecte (en %).....	24
Graphique 11 : Perception de l'évolution de la situation financière au cours du mois par rapport au mois précédent la collecte (en %).....	25
Graphique 12 : Taux de ménages bénéficiaires ayant au moins subi un choc (en %).....	28
Graphique 13 : Types de chocs subis par les bénéficiaires (en %)	28
Graphique 14 : Taux de ménages adoptant au moins une stratégie de survie (en %)	29

RESUME EXECUTIF

En vue de mesurer la vulnérabilité, la résilience et l'évolution des conditions de vie des ménages bénéficiaires du programme FIAVOTA dans le Grand Sud, le FID appuie son action stratégique sur un mécanisme de suivi continu permettant d'orienter les décisions et d'ajuster les interventions. Ce dispositif repose sur l'observation régulière d'un panel fixe et représentatif de ménages, répartis en trois lots soumis à une rotation trimestrielle. Pour l'année 2026, ce document constitue le premier rapport de cette série et présente les résultats de la première vague de collecte, menée en mai et juin auprès d'une nouvelle cohorte FIAVOTA.

La taille moyenne d'un ménage s'établit à 3,8 personnes au sein d'une population très jeune, dont l'âge moyen est de 18,6 ans. Le ratio de dépendance atteint un niveau critique de 179 % et franchit la barre des 200 % dans les districts d'Ambovombe, Beloha et Tsihombe. Les femmes dirigent 67 % des foyers.

Les Mesures d'Accompagnement du programme FIAVOTA affichent des réussites majeures. La coresponsabilité permet une scolarisation quasi universelle des enfants de 6 à 14 ans. Leur taux de fréquentation atteint 97 %, pour une assiduité de 99 %. Ce succès contraste nettement avec le niveau d'instruction des adultes, dont 78 % sont sans instruction. Seul l'accès à l'état civil reste un défi majeur : à peine 40 % des moins de 5 ans disposent d'un acte de naissance. Ce taux chute à des niveaux critiques de 22 % à Amboasary-Atsimo et 24 % à Tsihombe, alors qu'il s'élève à 64 % à Bekily.

L'approvisionnement en eau souffre d'un déficit aigu : à peine un ménage sur trois a accès à une source améliorée, maintenant la grande majorité de la population dans une situation d'extrême précarité hydrique largement inférieure aux normes humanitaires fondamentales.

Les moyens de subsistance reposent principalement sur l'agriculture pour 97 % des foyers et sur l'élevage pour 77 %, pratiqués en pluriactivité par 61 % des ménages. Toutefois, le recours au travail des mineurs (moins de 18 ans) concerne encore 37 % des foyers et s'élève à 55 % à Ambovombe. Le Grand Sud subit une crise agro-climatique aiguë consécutive au retard des pluies. La perception des agriculteurs reflète ce stress hydrique : 85 % d'entre eux qualifient la pluviométrie d'insuffisante. Les deux cultures les plus touchées sont le maïs et le riz, un constat d'impact négatif affirmé respectivement par 88 % des producteurs de maïs et 77 % des riziculteurs. En conséquence, plus de 70 % des exploitants anticipent de très mauvaises récoltes.

Sur le plan financier et économique, l'inclusion financière est généralisée grâce aux Mesures d'Accompagnement, affichant un taux d'adhésion aux Associations d'Épargne et de Crédit Villageoises de 99 %. Ce dispositif permet à près de la moitié des foyers d'épargner et d'emprunter. La quasi-totalité des prêts, soit 93 %, est contractée auprès de ces associations, principalement pour financer des activités génératrices de revenus selon 56 % des emprunteurs.

La sécheresse constitue le choc majeur et récurrent qui touche 42 % des ménages, affectant jusqu'à 68 % des foyers à Beloha et Ambovombe. Pour faire face aux épreuves, 54 % des ménages adoptent au moins un mécanisme de survie. Les réductions de rations alimentaires concernent 39 % des foyers et les stratégies de stress 26 %. Cependant, le recours à des mécanismes plus sévères alerte sur l'érosion de leur résilience : 16 % des ménages pratiquent des récoltes précoces à Amboasary-Atsimo et 17 % revendent leurs actifs productifs à Beloha.

L'alimentation reste très peu diversifiée et dominée par les féculents : le riz (75 %), le manioc (60 %) et le maïs (44 %) forment le cœur du régime, tandis que la viande et le poisson ne concernent que 6 % des foyers. Face aux pertes agricoles, 86 % des ménages dépendent des marchés pour s'alimenter : la dépendance est totale à Beloha (100 %) et dépasse 85 % à Tsihombe, Ambovombe-Androy et Taolagnaro. Pour compenser ce déficit agricole, les foyers s'appuient sur les transferts sociaux (48 %), l'achat à crédit (30 %) et les produits de cueillette ou de chasse (22 %).

L'analyse par aliment confirme une extrême vulnérabilité sur les céréales de base. Les achats sur les marchés couvrent 78 % des besoins en riz et en maïs. La situation du manioc est un peu plus équilibrée, avec 31 % d'autoconsommation pour 62 % d'achats marchands.

INTRODUCTION

Atténuer les pénuries alimentaires exige d'anticiper les chocs. Il est donc impératif de déployer des mécanismes d'alerte et d'action préventifs auprès des foyers les plus vulnérables. Dans le déploiement des filets sociaux, la réactivité et la pertinence des réponses préventives sont déterminantes pour amortir l'impact des crises et accélérer le retour à l'équilibre des foyers vulnérables. L'efficacité de cette planification stratégique repose sur la collecte systématique de données de terrain actualisées et régulières, permettant au FID d'ajuster ses interventions sur la base d'évidences empiriques solides.

C'est dans cette dynamique de long terme que s'inscrit la poursuite du dispositif de suivi continu de la vulnérabilité, de la résilience et de la capacité d'adaptation des ménages bénéficiaires, initié en 2024. Pour cette année 2026, l'accent est mis sur le suivi rigoureux d'une nouvelle cohorte de ménages bénéficiaires du programme FIAVOTA, ciblé dans le cadre du financement FSR dans les régions méridionales de Madagascar. L'évaluation s'attache à mesurer à intervalles rapprochés la sécurité alimentaire ainsi que la dynamique de vulnérabilité de ces populations. Ce choix conceptuel dépasse la simple

mesure de la pauvreté en intégrant à la fois l'exposition des ménages à des chocs systémiques (aléas climatiques, pressions inflationnistes, insécurité) ou individuels (problèmes de santé, décès, perte d'emploi), et leur capacité intrinsèque de résilience.

L'exploitation des données recueillies donne lieu à un rapport trimestriel destiné à éclairer les décideurs. Ce document constitue le premier rapport de cette cohorte et correspond aux enquêtes menées au second trimestre 2026, en mai et juin. Les dimensions analysées couvrent notamment la sécurité alimentaire et les chocs subis, ainsi que la démographie des foyers, leurs ressources, l'agriculture, l'accès à l'eau potable et leurs stratégies d'adaptation.



1 Présentation du programme FIAVOTA

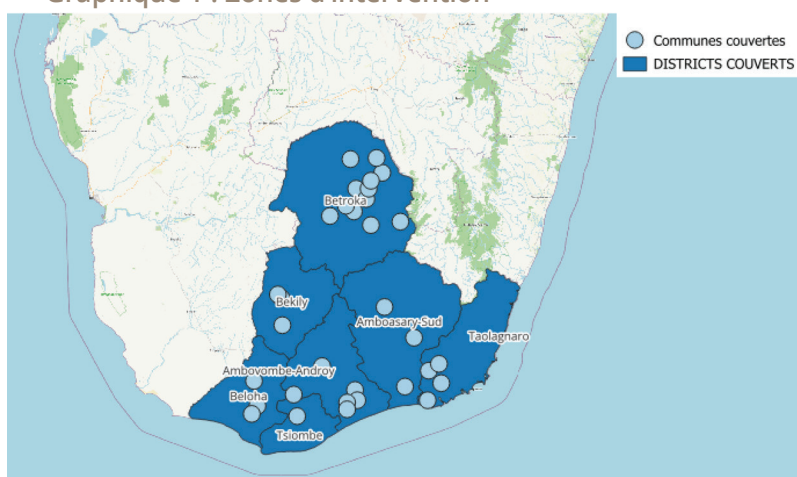
1.1 Ancrage institutionnel et zones de couverture

Le programme FIAVOTA constitue une sous-composante clé du Projet de Filets de Sécurité Sociale et de Résilience (PFSR), qui s'inscrit dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS). Déclinaison rurale des Transferts Monétaires pour le Développement Humain (TMDH) dédiée au Sud de Madagascar, il vise à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience des ménages face aux chocs climatiques et

socio-économiques. Sous la coordination du Ministère de la Population et de la Solidarité (MPS) et avec l'appui financier de la Banque mondiale, son exécution opérationnelle est assurée par le FID.

Sur le plan géographique, le dispositif couvre environ 35% des ménages des deux régions du Grand Sud, ciblant près de 40 000 foyers bénéficiaires répartis dans sept (7) districts.

Graphique 1 : Zones d'intervention



1.2 Les Mesures d'Accompagnement du programme (MACC)

Au-delà de l'aide financière directe, le cœur du programme repose sur des activités de renforcement de capacités et de formations pratiques. Elles visent à développer le capital humain, stimuler l'inclusion économique et encourager des changements de comportement durables. Porté sur le terrain par les Mères Leaders (ML), les Relais Communautaires (RC) et les Paysans Relais (PARE) sous l'encadrement du FID, ce dispositif profite en priorité aux femmes, qui représentent plus de 65 % des bénéficiaires directs du projet.

Les MACC s'articulent autour de plusieurs axes d'intervention complémentaires. Sur le volet santé, nutrition et développement de la petite enfance, des séances mensuelles de sensibilisation sont organisées sur la santé maternelle et infantile, les soins de santé primaires et l'amélioration de la nutrition des enfants âgés de 0 à 5 ans. En matière d'éducation et scolarisation, le programme met l'accent sur la sensibilisation à l'éducation parentale et la promotion de la scolarisation des enfants, en particulier des filles ; le versement des transferts y est d'ailleurs conditionné par le respect d'une coresponsabilité liée

à la fréquentation de l'école primaire, vérifiée pour trois enfants au maximum par ménage (âgés de 5 à 14 ans). Concernant l'inclusion financière et productive, l'accent est mis sur la promotion de l'épargne locale à travers la mise en place d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), l'apprentissage de la gestion budgétaire familiale, la formation en micro-entrepreneuriat, l'accompagnement au développement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et l'octroi d'un fonds de soutien ou capital de démarrage. Enfin, l'axe autonomisation, compétences de vie et résilience se traduit par l'organisation de cours d'alphabétisation fonctionnelle, le renforcement des compétences de vie (confiance en soi, prise de décision), la sensibilisation à la gestion des risques climatiques et la mise en place de garderies communautaires pour libérer du temps aux mères de famille afin qu'elles puissent mener leurs activités économiques.

L'ensemble de ces mesures permet d'augmenter les actifs productifs des ménages, d'éviter les stratégies d'adaptation négatives face aux sécheresses et d'offrir un cheminement progressif pour sortir durablement de la pauvreté.

2

Méthodologie

2.1 Dispositif de collecte

Afin de garantir la cohérence des analyses au fil du temps, le dispositif repose sur le suivi systématique d'un panel fixe de ménages. A l'accoutumée, la rigueur méthodologique est renforcée par la réalisation d'entretiens menés directement au domicile des familles, couplés à une saisie numérique immédiate sur tablettes et smartphones. Cette numérisation s'appuie sur le déploiement de l'outil ODK via la plateforme KoboToolBox, assurant ainsi une synchronisation instantanée et sécurisée des données de terrain.

La fiabilité de ce recueil d'informations repose stratégiquement sur l'implication des Accompagnateurs Spécialisés (AS). Leur ancrage communautaire et leur proximité quotidienne avec les ménages bénéficiaires constituent un gage de confiance essentiel pour la qualité des déclarations. Pour cette campagne, 43 AS sont mobilisés et responsabilisés, chacun assurant la couverture exclusive et le suivi rigoureux du panel de bénéficiaires implanté dans sa commune respective.

2.2 Échantillonnage et plan de sondage

Le ciblage de ce dispositif de suivi se concentre exclusivement sur les bénéficiaires du programme FIAVOTA. Pour observer les dynamiques d'évolution de manière systématique, la cohorte est structurée sous forme de panel et subdivisée en trois lots distincts. La collecte s'organise selon un principe de rotation mensuelle : chaque lot est enquêté alternativement tous les trois mois, permettant ainsi de suivre individuellement chaque ménage à quatre reprises au cours d'une année.

L'échantillon effectivement consolidé et exploité pour cette première vague d'enquête comprend 2 043 ménages, répartis dans 19 communes et 6 districts d'intervention. Cet échantillon garantit une représentation fiable des ménages bénéficiaires du programme FIAVOTA et assure la rigueur des indicateurs présentés.

Tableau 1 : Déroulement de la collecte

Mois	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
Ménages	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

La structure de ce suivi permet d'obtenir des résultats trimestriels représentatifs des bénéficiaires FIAVOTA, donnant lieu à des publications régulières tous les trois mois.

Tableau 2 : Marge d'erreur pour chaque District

DISTRICT	Nombre bénéficiaires actifs (N)	Échantillon ménages enquêtés (n)	Taux de Marge d'erreur - Trimestriel
AMBOASARY-ATSIMO	4 834	346	5,08%
BEKILY	6 943	299	5,54%
BELOHA	3 769	345	5,03%
TSIHOMBE	1 982	332	4,91%
AMBOVOMBE-ANDROY	8 560	334	5,26%
TAOLAGNARO	4 076	387	4,74%
Total général	40 127	2 043	2,07%

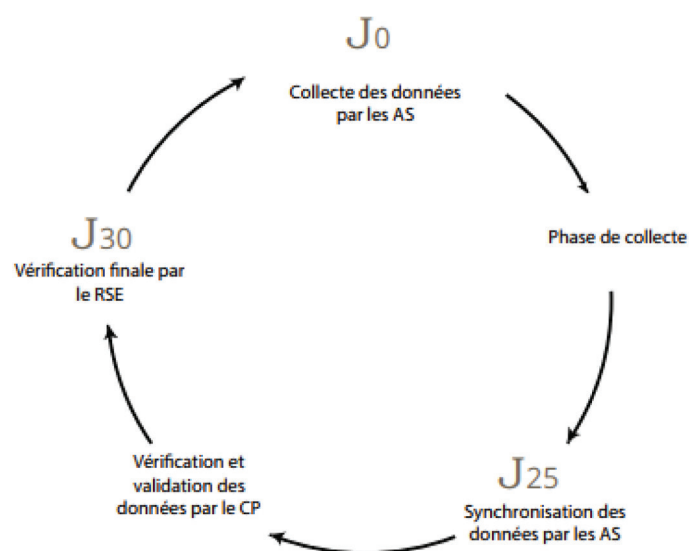
Niveau de confiance à 95%

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

2.3 Processus de collecte de données

L'organisation opérationnelle suit un rythme mensuel, dicté par l'enquête successive de chaque lot d'échantillon. Cette section détaille le circuit d'exécution mis en œuvre chaque mois, depuis le déploiement de la collecte sur le terrain jusqu'à la mise à disposition finale des données consolidées sur KoboToolBox. Le processus mensuel se déploie en deux étapes distinctes : la collecte des données sur le terrain par les AS, suivi de leur transfert numérique et de leur contrôle de cohérence pour validation.

Graphique 2 : Processus mensuel de la collecte de donnée



3 Caractéristiques sociodémographiques

3.1 Structure et Composition des ménages bénéficiaires

3.1.1 Taille du ménage

La taille de l'unité familiale constitue un facteur déterminant de la vulnérabilité. Un effectif élevé au sein du foyer accentue la pression sur les ressources disponibles, ce qui complique l'accès aux besoins fondamentaux tels que l'alimentation, la santé et l'éducation. Pour s'extraire de cette précarité, les ménages font face à une double nécessité : la rationalisation drastique de leurs dépenses quotidiennes et l'accroissement de leur productivité.

En moyenne, un ménage bénéficiaire du programme FIAVOTA compte 3,8 personnes. Des disparités territoriales émergent néanmoins : la taille moyenne culmine dans le district d'Ambovombe Androy (4,1 individus), contre 3,9 à Beloha et Tsihombe. À l'inverse, le district de Taolagnaro affiche la configuration familiale la plus restreinte du lot, avec une moyenne de 3,4 personnes par ménage.

3.1.2 Structure par tranche d'âge des membres de bénéficiaires

Le profil démographique met en évidence le poids prédominant des enfants de 6 à 14 ans (40,1 %) et des adultes de 18 à 64 ans (34,0 %). La part des 6 à 14 ans est légèrement élevée chez les filles, tandis que la tranche des adultes est significativement portée par les femmes (72,8 %).

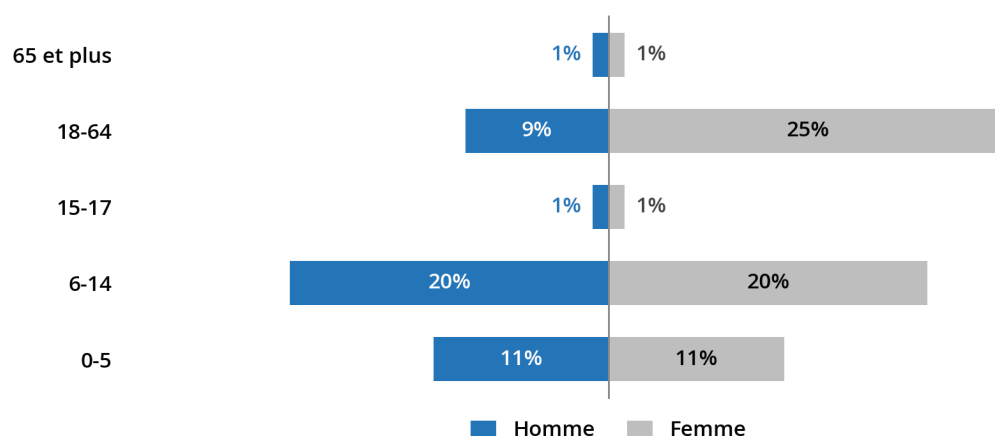
Avec une moyenne d'âge de 18,6 ans, la population cible se distingue par sa grande jeunesse, ce qui représente un levier stratégique pour les investissements futurs dans le capital humain. Toutefois, une disparité selon le genre se dessine, les femmes étant globalement plus âgées (20,6 ans en moyenne) que les hommes (15,9 ans). Des écarts territoriaux apparaissent également : les bénéficiaires dans le district de Tsihombe s'avèrent plus jeunes (16,8 ans), tandis que Taolagnaro affiche une moyenne d'âge plus élevée (22,3 ans en moyenne).

Aux extrémités de la pyramide des âges, les tranches les plus vulnérables restent minoritaires, les moins de 5 ans représentant 22 % du total et les plus de 65 ans à peine 3 %. Pourtant, le ratio de dépendance¹ atteint un niveau préoccupant de 179%, ce qui signifie qu'une personne potentiellement active doit assumer la charge de deux autres individus.

Cette pression démographique s'accroît de manière critique dans les districts de Beloha, Ambovombe Androy et Tsihombe et franchit la barre des 200%. Un tel déséquilibre fragilise la résilience des ménages face aux chocs économiques, car l'effort des membres en âge de travailler est lourdement sollicité pour couvrir les besoins essentiels du foyer.

¹Le ratio de dépendance démographique mesure le rapport entre la population dite « dépendante » (individus de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus) et la population en âge de travailler (15-64 ans). Il sert à mesurer la pression que les inactifs font peser sur les actifs et donc à évaluer la charge économique réelle d'une zone donnée.

Graphique 3 : Pyramide des âges des membres de ménages bénéficiaires



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

3.1.3 État civil des bénéficiaires

La détention de pièces d'état civil officiel constitue un indicateur fondamental d'inclusion et d'accès aux droits de base. Pour les adultes, la détention de la Carte d'Identité Nationale (CIN) s'avère indispensable au quotidien, car elle est exigée dans la quasi-totalité des démarches administratives et citoyennes, telles que l'ouverture d'un compte bancaire, l'inscription sur les listes électorales, ou encore l'accès aux services financiers. Concernant les enfants de moins de 5 ans, la possession d'une copie d'acte de naissance est tout aussi critique : elle constitue le premier levier de protection juridique de l'enfant, garantit son enregistrement officiel auprès des services de santé (pour les campagnes de vaccination et le suivi nutritionnel), et conditionne sa future inscription scolaire.

En effet, au moment de la première collecte, seuls 40 % des enfants de moins de 5 ans en moyenne disposent d'une copie d'acte de naissance. Derrière cette

moyenne globale se cachent d'importantes disparités entre les districts. Si Bekily se démarque positivement avec un taux atteignant 64 %, suivi de Taolagnaro (56 %) et d'Ambovombe-Androy (49 %), la situation devient préoccupante à Beloha où l'indicateur chute à 36 %. Le constat s'avère particulièrement critique au sein des districts de Tsihombe et d'Amboasary-Atsimo, véritables zones de vulnérabilité juridique où les taux s'effondrent respectivement à 24 % et 22 %, laissant près de quatre enfants sur cinq sans existence légale officielle.

Concernant la Carte d'Identité, le taux de possession s'élève à 96 % chez les adultes. Les taux restent globalement homogènes d'un district à l'autre, oscillant entre 96 % à Bekily et 97 % à Taolagnaro, qui enregistre la proportion la plus élevée. C'est le district de Beloha qui affiche cette fois-ci la couverture la plus faible, bien qu'elle reste à un niveau élevé de 94 %.

Tableau 3 : Taux de possession de CIN par les adultes et taux de possession d'acte de naissance des enfants de moins de 5 ans

	Taux de possession de CIN (adultes)	Taux de possession d'acte de naissance des enfants de 5 ans
District		
AMBOVOMBE-ANDROY	96	49
BEKILY	96	64
BELOHA	94	36
TSIHOMBE	96	24
AMBOASARY-ATSIMO	96	22
TAOLAGNARO	97	56
Total	96	40

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

3.2 Niveau d'instruction de la population de bénéficiaires

La faible scolarisation des adultes contraste avec la forte fréquentation scolaire des enfants, un levier essentiel pour briser la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Parmi la population active de plus de 15 ans, 78 % n'ont jamais fréquenté l'école. Ce phénomène est plus marqué chez les femmes ainsi que dans les districts Beloha (89 %) et Amboasary Atsimo (82 %). Par ailleurs, le

niveau d'études global de cette frange de la population demeure très faible : 74 % n'ont pas dépassé le niveau primaire, une proportion qui atteint des sommets significatifs à Tsihombe (84 %) et à Beloha (82 %). Le district d'Ambovombe Androy se distingue avec la part la plus élevée ayant atteint le niveau secondaire ou le lycée, soit 32 %.

3.2.1 Taux de fréquentation scolaire des enfants de 6 à 14 ans

L'impact du programme FIAVOTA se traduit par des résultats très encourageants sur la scolarisation des plus jeunes. Le taux de fréquentation scolaire des enfants de 6 à 14 ans atteint un niveau global élevé de 97 %. Cette dynamique est maximale à Beloha, qui

enregistre une couverture de 100 %. À l'inverse, bien qu'il reste à un niveau encourageant, c'est le district d'Amboasary-Atsimo qui affiche la performance la plus en retrait, avec un taux de fréquentation qui s'établit à 91 %.

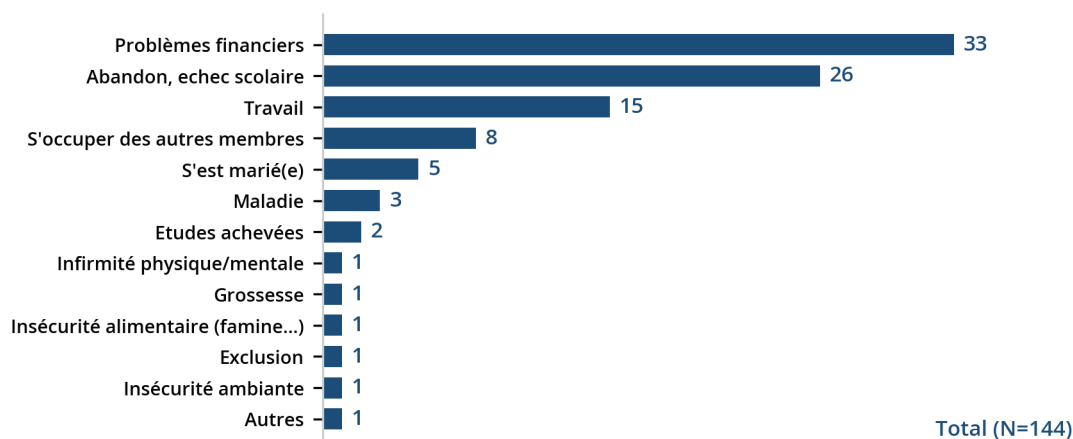
3.2.2 Assiduité des enfants scolarisés et facteurs de rupture scolaire

L'assiduité des élèves est tout aussi solide, puisque 99 % des enfants inscrits étaient présents à l'école durant le mois de la première collecte. Le district de Taolagnaro affiche néanmoins le taux d'absentéisme le plus élevé bien que marginal (2 %).

Bien qu'ils ne représentent qu'une part minime de l'échantillon, les enfants en âge d'être scolarisés qui

sont déclarés en rupture scolaire — qu'il s'agisse d'une non-fréquentation totale ou temporaire — méritent une attention particulière afin d'identifier les principaux facteurs de ce décrochage. Trois motifs majeurs expliquent cette rupture scolaire à l'échelle globale : les problèmes financiers (33 %), l'abandon ou l'échec scolaire (26 %) et le travail des enfants (15 %).

Graphique 4: Raison de non scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés (en %)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

3.3 Caractéristiques du Chef de ménage

3.3.1 Sexe du Chef de ménage

Les ménages bénéficiaires sont majoritairement dirigés par des femmes (67 % de l'ensemble). La plupart d'entre elles élèvent seules leurs enfants, la monoparentalité étant presque exclusivement féminine dans la zone (93 %), avec un pic extrême à Ambovombe-Androy (98 %).

La proportion de femmes chefs de foyer varie selon les territoires : elle s'élève à 54 % à Taolagnaro, 61 % à

Bekily, 66 % à Amboasary-Atsimo, 67 % à Beloha, puis atteint 75 % à Tsihombe et 78 % à Ambovombe-Androy. Cette structure familiale accentue la vulnérabilité économique de ces foyers, justifiant pleinement leur intégration prioritaire au sein des programmes de protection sociale.

3.3.2 Age du chef de ménage.

Les chefs de ménage bénéficiaires sont majoritairement en âge d'activité économique, 91 % d'entre eux se situant dans la tranche des 18 à 64 ans, tandis que l'âge moyen de l'ensemble de ces chefs de foyer s'établit à 41 ans. Cette forte concentration de la population active se manifeste de manière homogène dans la quasi-totalité des districts, culminant à 95 % à Tsihombe et 93 % à Bekily, tandis que le district de Taolagnaro affiche la proportion la plus modérée bien que toujours largement dominante avec 87 %. À l'inverse, les mineurs chefs de foyer demeurent

extrêmement marginaux à l'échelle globale (moins de 1 %), n'apparaissant de manière notable qu'à Amboasary-Atsimo (2 %) et Bekily (1 %). De son côté, la part des seniors (65 ans et plus) se maintient globalement à 9 %, oscillant entre un plancher de 5 % à Tsihombe et un sommet de 13 % à Taolagnaro. Un tel profil démographique constitue, en théorie, un levier favorable pour soutenir la dynamique productive et couvrir les besoins essentiels de la communauté familiale.

3.3.3 Niveau d'éducation

En cohérence avec le faible niveau d'éducation global de la population adulte, le niveau d'instruction des chefs de ménage demeure particulièrement précaire : 8 % d'entre eux n'ont jamais été scolarisés — avec un pic à 92 % enregistré dans le district de Beloha —, 14 % n'ont pas dépassé le niveau primaire et à peine 5 % ont accédé à l'enseignement secondaire ou supérieur.

Tableau 4 : Niveau d'instruction du chef de ménage selon leur genre (en%)

	Sexe													
	Homme				Femme					Total				
	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Total	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total
DISTRICT														
AMBOVOMBE-ANDROY	78	17	6	100	70	23	7		100	72	22	7		100
BEKILY	82	11	7	100	84	14	2		100	83	13	4		100
BELOHA	93	7		100	92	7	1		100	92	7	1		100
TSIHOMBE	84	16		100	76	18	6		100	78	17	4		100
AMBOASARY-ATSIMO	85	9	6	100	85	12	3		100	85	11	4		100
TAOLAGNARO	73	19	7	100	82	12	5	0	100	78	16	6	0	100
Total	82	13	5	100	81	15	4	0	100	81	14	4	0	100

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs



4 Accès à l'eau et stress hydrique

4.1 Source d'approvisionnement en eau et quantité collectée

Selon les standards internationaux définis par l'Organisation mondiale de la Santé¹, l'accès à une source d'eau améliorée est évalué selon sa capacité à protéger l'eau des contaminations extérieures, notamment fécales. Sont ainsi considérés comme « améliorés » les raccordements domestiques ou communautaires, les forages, les puits protégés, certaines sources protégées, l'eau de pluie, ainsi que les camions-citernes ou l'eau conditionnée. Dans la zone d'étude, à peine un ménage bénéficiaire sur trois utilise une source améliorée. Cette moyenne masque toutefois de fortes disparités territoriales : si l'accès concerne environ la moitié des foyers à Taolagnaro et Amboasary-Atsimo, la situation s'avère préoccupante à Bekily (30 %) et Tsihombe (20 %), où les taux chutent bien en deçà du seuil global.

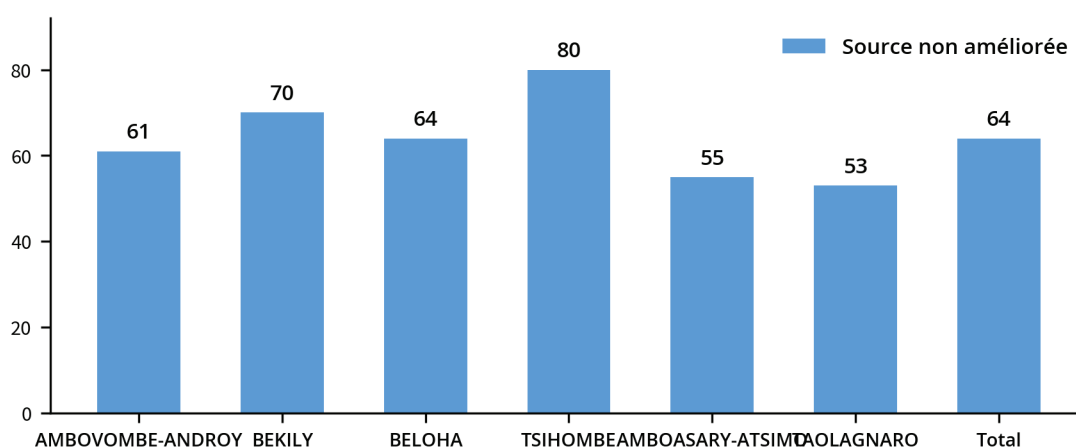
L'analyse de la typologie des sources d'approvisionnement met en lumière la sévérité de la crise hydrique dans la zone, où le tarissement des nappes phréatiques contraint une part importante de la population à des stratégies d'adaptation

coûteuses. L'obligation d'acheter de l'eau auprès de vendeurs ambulants, révélatrice de l'assèchement des puits et forages, culmine ainsi à 14 % des ménages à Ambovombe-Androy. Globalement, l'accès reste dominé par des sources insalubres, notamment les sources non protégées (33 %) et les puits non protégés (27 %). Par district, les puits non protégés constituent la ressource la plus accessible à Bekily (58 %) et Tsihombe (47 %), tandis que les sources non protégées prédominent largement à Taolagnaro (48 %). À l'inverse, les infrastructures durables demeurent marginales : seules 11 % des familles bénéficiaires accèdent aux bornes fontaines publiques — principalement à Amboasary-Atsimo et Ambovombe-Androy (22 %). Enfin, seulement 3 % disposent d'un robinet privé, une commodité qui ne concerne réellement qu'Amboasary-Atsimo (17 %), devient particulièrement résiduelle à Ambovombe-Androy et Bekily (0,3 %), et s'avère totalement inexistante partout ailleurs. Enfin, la situation est particulièrement alarmante pour les 3 % de foyers réduits à consommer de l'eau de surface (mares), un taux de vulnérabilité extrême qui atteint 7 % à Amboasary-Atsimo et à Beloha.

¹ OMS, Directives pour la qualité de l'eau de boisson (Guidelines for Drinking-water Quality), 4^e édition intégrant le premier additif.

Genève.

Graphique 5 : Source d'approvisionnement en eau (en%)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

En outre, la quantité moyenne d'eau consommée par ménage s'établit à 22,2 litres par jour (sur la base des 7 derniers jours précédant l'enquête), ce qui équivaut à un niveau critique d'environ 5,8 litres par personne et par jour. Ce volume, qui englobe l'ensemble de l'eau collectée et transportée à domicile pour les besoins essentiels (boisson, cuisson et hygiène corporelle), traduit une situation de stress hydrique sévère sur l'ensemble de la zone d'intervention. À titre de comparaison, les standards humanitaires internationaux de l'OMS et du projet SPHERE¹ fixent le seuil minimal de survie à 15 litres d'eau par personne et par jour en situation de crise. Les volumes enregistrés dans le Grand Sud se situent ainsi à moins du tiers de ces normes vitales, confirmant une situation d'urgence hydrique extrême. Comme le souligne le Cadre National IPC², cette dégradation résulte de la combinaison de

¹ Manuel Sphere : Charte humanitaire et normes minimales pour l'intervention humanitaire, chapitre « Approvisionnement en eau, assainissement et promotion de l'hygiène (WASH) », Seuil minimal d'eau en situation de crise (15 L/pers/jour).

² Cadre National IPC Madagascar / FAO & PAM (2023) : Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë (Mai 2023 –

Avril 2026), publié le 9 septembre 2025.

chocs climatiques récurrents et d'un accès insuffisant aux services essentiels, maintenant les populations dans un état de détresse absolue.

Cet indicateur de vulnérabilité révèle par ailleurs des disparités géographiques. Le district d'Amboasary-Atsimo enregistre le niveau d'approvisionnement le plus bas, avec une consommation journalière par foyer qui chute à 15,8 litres en moyenne (soit à peine 4,4 litres par personne). Les districts de Taolagnaro (19,6 litres) et de Bekily (19,8 litres) se situent juste au-dessus, sous la barre des 20 litres. À l'inverse, les volumes s'avèrent légèrement supérieurs à Tsihombe (20,7 litres), Ambovombe (28,2 litres) et culminent à Beloha avec 29,0 litres par jour et par ménage (soit 7,4 litres par personne). Malgré ces variations locales, l'ensemble de ces seuils demeure dérisoire et maintient la totalité de ces foyers dans une situation de précarité hydrique extrême.

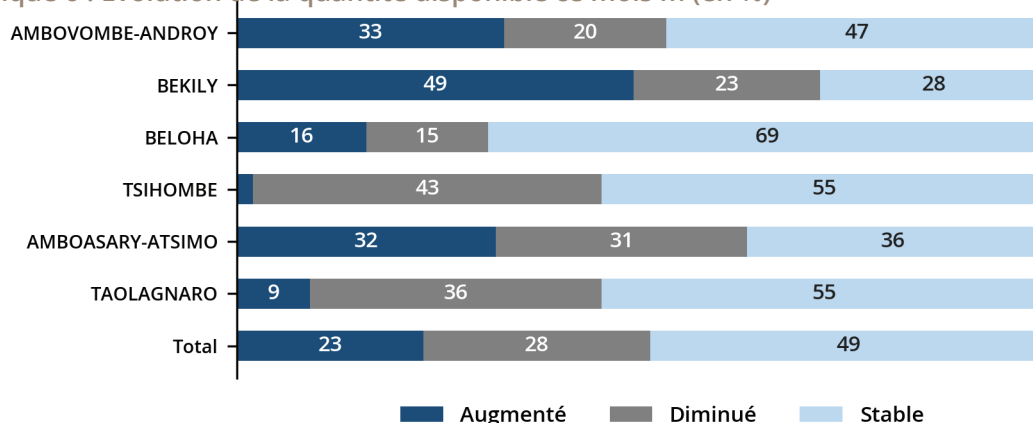
Tableau 5 : Quantité d'eau consommée par les ménages (en litre)

	Quantité moyenne d'eau consommée au cours des 7 derniers jours (en L)	Consommation moyenne journalière (en L)	Taille moyenne des foyers	Consommation moyenne journalière par personne (en L)
District				
AMBOVOMBE-ANDROY	197,7	28,2	4,1	6,9
BEKILY	138,5	19,8	3,8	5,2
BELOHA	202,8	29,0	3,9	7,4
TSIHOME	145,2	20,7	3,9	5,3
AMBOASARY-ATSIMO	110,5	15,8	3,6	4,4
TAOLAGNARO	136,9	19,6	3,4	5,8
Ensemble	155,1	22,2	3,8	5,8

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Concernant le ressenti des ménages sur l'évolution de leur accès à l'eau d'un mois à l'autre :

- Près de la moitié des foyers (49 %) ne constatent aucun changement par rapport au mois précédent, surtout à Beloha (69 %), Taolagnaro (55 %) et Tsihombe (54 %). Toutefois, cette « stabilité » masque une grande précarité : à Tsihombe et Taolagnaro, les volumes stagnent à des niveaux très bas (environ 20 L/jour/foyer) et proviennent notamment de sources non protégées.
- Plus d'un quart des ménages (28 %) signalent une baisse de la ressource. Cette détérioration touche en priorité Tsihombe (43 %), Taolagnaro (36 %) et Amboasary-Atsimo (31 %).
- Seul le district de Bekily montre une dynamique positive : près de la moitié des foyers (49 % contre 23 % au niveau global) y constatent une hausse de la quantité d'eau disponible, bien que leur consommation reste limitée (19,8 L/jour) et issue majoritairement de puits non protégés.

Graphique 6 : Evolution de la quantité disponible ce mois m (en %)

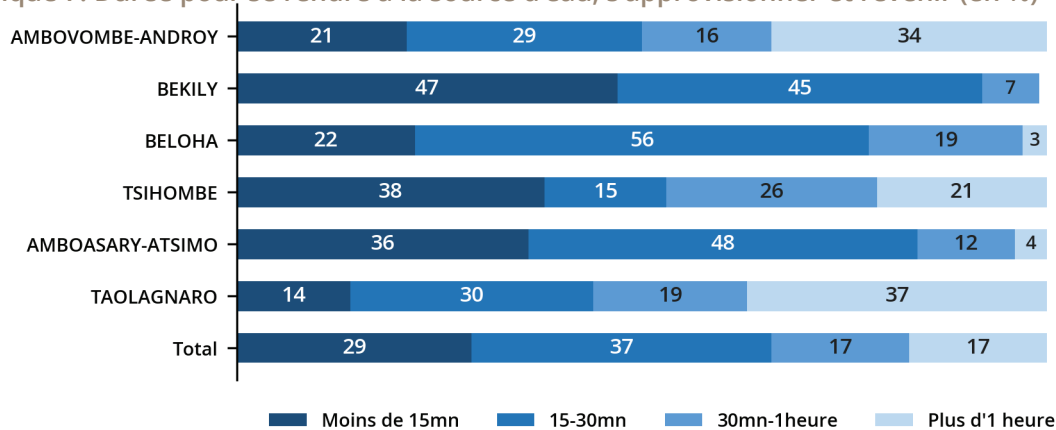
Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

4.2 Temps pour accéder aux sources d'approvisionnement et évolution de la durée d'approvisionnement

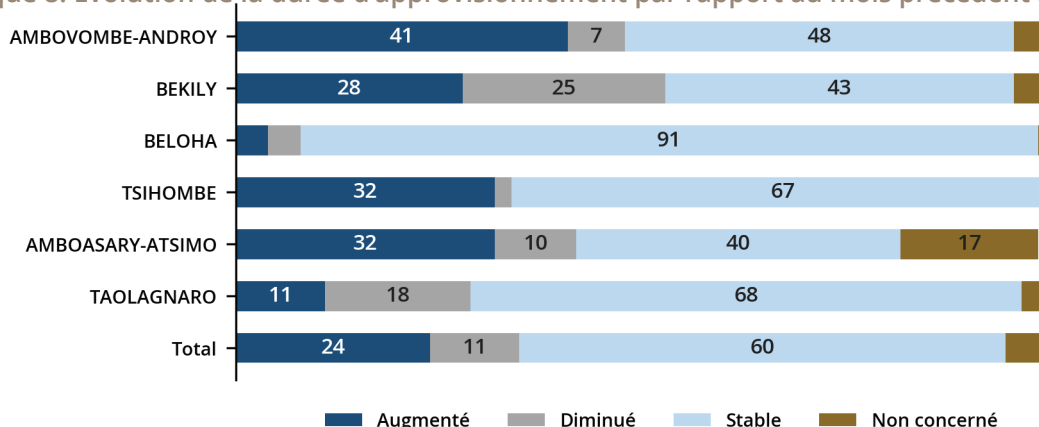
La proximité d'un point d'eau influence lourdement les conditions de vie des populations, pour qui l'accès à la ressource se traduit d'abord par un temps considérable sacrifié. Environ deux ménages bénéficiaires sur trois (66 %) parviennent à s'approvisionner en moins de 30 minutes ; une accessibilité facilitée qui concerne notamment les foyers de Bekily (92 %), d'Amboasary-Atsimo (84 %) et de Beloha (78 %). À l'inverse, la corvée d'eau dévore plus d'une heure pour 17 % des ménages, un fardeau temporel critique pour les bénéficiaires des districts de Taolagnaro (37 %), d'Ambovombe-Androy (34 %) et de Tsihombe (21 %).

Par ailleurs, plus de 60 % des ménages indiquent que la durée d'approvisionnement en eau est restée

inchangée par rapport au mois précédent. Cette tendance est particulièrement prononcée à Beloha (91 %), où 78 % des foyers accèdent à l'eau en moins de 30 minutes. En outre, 11 % des ménages en affirment une diminution, notamment à Bekily (25 %) — dont la grande majorité font un trajet en moins d'une demi-heure et environ la moitié en moins de 15 minutes— et à Betroka (16 %). Néanmoins, une aggravation de la situation est déclarée par 24 % des répondants, un pic de difficulté fortement ressenti à Ambovombe-Androy (41 % signalent une augmentation de la durée d'approvisionnement, dont 34 % d'une durée supérieure à une heure) et à Tsihombe (32 %, dont 21 % d'une durée supérieure à une heure).

Graphique 7: Durée pour se rendre à la source d'eau, s'approvisionner et revenir (en %)

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Graphique 8: Evolution de la durée d'approvisionnement par rapport au mois précédent (en %)

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

5 Capital productif et moyens d'existence des ménages bénéficiaires

5.1 Typologie des actifs possédés par les ménages

Les actifs considérés concernent l'ensemble des biens détenus par les ménages, à savoir le capital animal (bovins, caprins, ovins, volailles), le matériel agricole (bêches, charrettes) ou encore les équipements domestiques de base (marmites, assiettes, seaux).

5.1.1 Actifs animaux et cheptel

Près de 99 % des ménages possèdent au moins un animal. On observe toutefois de fortes variations selon les districts. La possession de bovins varie de 29 % à Bekily à seulement 8 % à Taolagnaro. De même, 99 % des foyers détiennent des caprins à Beloha, contre à peine 3 % à Taolagnaro. Concernant la volaille, le taux atteint 82 % à Taolagnaro mais chute à 48 % à Ambovombe-Androy.

Les foyers possèdent en moyenne 11 animaux par foyer. Ce chiffre culmine à 14 têtes à Bekily, grâce à une forte présence de volailles, alors qu'il tombe à 8 animaux à Beloha. Cette configuration représente une moyenne globale de 0,80 UBT¹ par ménage, un

indicateur de richesse animale qui atteint son maximum à Bekily (1,35 UBT) mais chute à son niveau le plus bas à Taolagnaro (0,31 UBT).

Concernant les transactions, la vente du cheptel concerne 9 % des ménages au niveau global, avec des niveaux plus élevés à Taolagnaro (12 %) et Bekily (11 %), contre 7 % à Beloha. Il convient de souligner que cette cession d'animaux ne constitue pas uniquement un mécanisme de survie face à une crise. Elle s'inscrit aussi dans une logique économique classique de valorisation de l'élevage, permettant de dégager un bénéfice direct ou de constituer un capital pour financer et développer une Activité Génératrice de Revenus (AGR).

¹ Unité de Bétail Tropical - AFRISTAT, Revue des principales variables requises pour identifier les petits exploitants et calculer les ODD 2.3.1 et 2.3.2, Atelier Virtuel de Formation de Groupe sur les ODD 2-3-1 et 2-3-2 pour les pays d'AFRISTAT, Aout 2022

5.1.2 Matériels agricoles et équipements domestiques

La totalité des ménages détient des équipements domestiques. La possession de marmites et d'assiettes est quasi unanime (99 % des foyers), si bien que les seaux apparaissent comme l'équipement le moins possédé (71 % au niveau global). Cet équipement révèle d'ailleurs de fortes disparités, oscillant entre une présence quasi totale à Beloha (99 %) et moins de la moitié des ménages à Taolagnaro (46 %). En moyenne, chaque ménage compte 14 équipements domestiques, avec un maximum de 17 unités à Bekily et un minimum de 11 unités à Beloha.

S'agissant du matériel agricole, 99 % des ménages possèdent des bêches, tandis que les charrettes restent

très rares (5 % des foyers). Chaque ménage détient en moyenne 2 matériels de production.

Contrairement au capital animal, la vente de ces actifs peut être interprétée comme une stratégie d'atténuation face à une difficulté majeure. La cession d'équipements domestiques reste néanmoins marginale (0,5 % des ménages au niveau global, atteignant un pic de 1 % à Ambovombe-Androy et Tsihombe), tandis que la vente du matériel agricole est totalement inexistante. Cette retenue s'explique par le fait que vendre ces biens priverait directement les ménages de leurs outils de travail et de cuisson essentiels.

Tableau 6 : Taux de possession d'Actifs agricoles et domestiques par les ménages (en %)

DISTRICT	AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Possession Matériels	96	99	99	100	99	99	99
Bèche	96	99	99	100	99	99	99
Charrette	11	10	4	2	5	1	5
Possession Équipement	100	100	100	100	100	100	100
Marmites	100	100	100	100	100	96	99
Assiettes	100	99	100	100	100	100	100
Seaux	67	84	100	59	71	47	70

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

5.2 Activités principales des ménages

5.2.1 Type d'activités principales des ménages

Les foyers bénéficiaires s'appuient principalement sur quatre secteurs d'activité. Par ordre d'importance au niveau global, il s'agit de l'agriculture (97 %), de l'élevage et la chasse (77 %), du commerce (17 %) et de la pêche (4 %).

Sur les deux secteurs prédominants, la totalité des ménages bénéficiaires du district de Tsihombe (100 %) les pratiquent simultanément. En moyenne, le nombre de membres par ménage engagés dans ces deux activités majeures s'élève à 2. Les deux autres activités étant minoritaires, quant à elles, répondent à des spécificités géographiques bien distinctes : la pêche est plus particulièrement ancrée à Taolagnaro (23 %), tandis que le commerce s'avère plus développé à Beloha (33 %) et Tsihombe (30 %).

Par ailleurs, l'implication des moins de 18 ans dans la force de travail constitue un point d'attention majeur : 37 % des foyers bénéficiaires intègrent au moins un membre de moins de 18 ans dans l'une de ces quatre activités prédominantes. C'est dans l'agriculture (31 %) et l'élevage/chasse (26 %) que cette contribution est la plus marquée. La situation s'avère particulièrement critique à Ambovombe-Androy, où 55 % des ménages ont recours aux mineurs pour les travaux des champs. Enfin, ce phénomène demeure beaucoup plus marginal au sein des deux autres filières, à savoir le commerce (4 %) et la pêche (moins de 1 %).

Enfin, la pluriactivité constitue la norme : 61 % des ménages déclarent exercer exactement deux activités — un phénomène particulièrement marqué à Ambovombe-Androy (74 %), Tsihombe (70 %), Amboasary-Atsimo (69 %) et Beloha (64 %) — tandis que 17 % en cumulent plus de deux. Cette concentration met en lumière une stratégie essentielle de diversification des revenus, indispensable pour stabiliser l'économie des foyers face aux chocs climatiques et économiques du Grand Sud.

Soumises aux aléas climatiques, ces activités ne garantissent pas des revenus permanents et, pour cette première période de collecte, les perceptions de leur évolution s'avèrent très disparates selon les zones et les secteurs. Ainsi, 40 % des ménages signalent une baisse des ressources issues de l'agriculture par rapport au mois précédent, une détérioration marquée par un pic alarmant à Amboasary-Atsimo (48 %) et Tsihombe (42 %). À l'inverse, la tendance se retourne pour l'élevage et la chasse, notamment à Tsihombe où plus de la moitié des foyers bénéficiaires font état d'une amélioration de leurs revenus. Quant aux deux autres filières, la pêche subit également une contraction avec 40 % des pêcheurs voyant leurs rémunérations diminuer — un impact fortement ressenti à Taolagnaro —, tandis que le commerce progresse avec 38 % de commerçants qui enregistrent une hausse de leurs rentrées financières, portée majoritairement par les districts d'Ambovombe-Androy (83 %) et Tsihombe (74 %).

Tableau 7 : Part des ménages engagés dans chaque typologie d'activité (en %)

	Agriculture	Élevage, chasse	Pêche	Industrie extractive	Industrie de transformation	Commerce	Transport	Autres Services	Administration publique
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
DISTRICT									
AMBOVOMBE-ANDROY	97	81	0	0	0	9	0	0,3	0
BEKILY	98	66	0	0	0	16	0	1	0
BELOHA	97	82	0	0	0	33	0	0,3	0,3
TSIHOMBE	100	100	0	0	0	30	0,3	0	0,6
AMBOASARY-ATSIMO	96	81	1	0	0	10	0	2	0
TAOLAGNARO	94	53	23	0	0	7	0	0,3	0
Total	97	77	5	0	0	17	0,05	0,7	0,1

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

5.2.2 Production agricole

5.2.2.1 Type de culture pratiquée

La majorité des ménages bénéficiaires exploitent leurs propres terres agricoles (78 %), bien que cette proportion tombe à 55 % à Tsihombe. Le manioc s'impose largement comme la culture principale, adoptée par 89 % d'entre eux. En revanche, moins de la moitié des exploitations se tournent vers le maïs (46 %), malgré une forte concentration dans le district de Beloha (73 %). Les autres cultures restent minoritaires et très localisées : le riz est essentiellement produit à Bekily et Amboasary-Atsimo (51 %), tandis que les brèdes se concentrent principalement à Bekily (49 %). Par ailleurs, bien que la culture de la patate concerne près d'un tiers des ménages agricoles (30 %) et soit

présente dans presque tous les districts, elle s'avère nettement moins répandue à Tsihombe (14 %) et à Amboasary-Atsimo (19 %). Enfin, les autres types de cultures ne concernent qu'une part minime des exploitants (13 %), localisés principalement à Beloha (31 %) où prédominent le niébé et l'arachide.

Parallèlement, la diversification des cultures concerne plus de la moitié des ménages bénéficiaires, bien que cette pratique varie fortement d'un district à l'autre : elle touche ainsi la quasi-totalité des producteurs à Beloha (90 %), alors qu'elle ne concerne que 20 % des foyers exploitants à Tsihombe

Tableau 8: Type de cultures pratiquées par les exploitants agricoles (en %)

	Riz	Maïs	Manioc	Patates	Brèdes	Autres
DISTRICT						
AMBOVOMBE-ANDROY	0	50	92	38	30	19
BEKILY	51	57	89	36	49	13
BELOHA	1	73	91	34	30	31
TSIHOMBE	1	28	89	14	2	10
AMBOASARY-ATSIMO	51	42	82	19	18	5
TAOLAGNARO	11	22	91	31	4	1
Total	19	46	89	30	23	13

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

5.2.2.2 Perception de la précipitation et états des cultures

Dans le Grand Sud, l'absence d'infrastructures d'irrigation adéquates place le facteur climatique au cœur des enjeux agricoles. Les exploitants dépendent essentiellement des précipitations pour alimenter leurs cultures. Cependant, la majorité (85 %) des ménages estiment que le niveau de pluie au mois de la collecte a été insuffisant, avec un pic alarmant à Beloha (95 %), Ambovombe-Androy (86 %), Amboasary-Atsimo (84 %) et Taolagnaro (84 %). Ainsi, seulement 2 % des foyers affirment que ce niveau a été satisfaisant.

En conséquence de ce déficit pluviométrique, les ménages font état d'une situation extrêmement critique

pour leurs cultures au moment de la collecte. Le maïs est particulièrement touché, avec 88 % d'agriculteurs qui déclarent un mauvais état des plantations. Le constat est similaire pour le riz — dont la totalité des parcelles est jugée en mauvais état à Beloha (100 %) — ainsi que pour les patates, avec un pic sévère à Amboasary-Atsimo (94 %). Pour ces deux types de cultures, plus de trois producteurs sur quatre signalent une détérioration de leurs récoltes. Seules les brèdes affichent une relative résilience avec 21 % de cultures considérées comme bonnes, même si plus du tiers des exploitants (35 %) rapportent là aussi un mauvais état.

Tableau 9 : Perception du niveau de précipitation par les ménages (en %)

	Niveau de précipitation
	Insuffisant
	%
DISTRICT	
AMBOVOMBE-ANDROY	86
BEKILY	75
BELOHA	95
TSIHOMBE	77
AMBOASARY-ATSIMO	85
TAOLAGNARO	84
Total	85

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Tableau 10 : Etat des cultures au mois de la première collecte de données (en %)

	Riz		Maïs		Manioc		Patates		Brèdes		Autres culture	
	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
DISTRICT												
AMBOVOMBE-ANDROY			0	91	2	38	0	65	33	7	0	56
BEKILY	7	63	1	82	7	57	2	86	35	22	0	94
BELOHA	0	100	0	98	0	81	1	61	1	56	1	88
TSIHOMBE	0	0	0	42	0	11	0	31	0	0	0	0
AMBOASARY-ATSIMO	0	86	0	85	0	64	0	94	0	77	7	36
TAOLAGNARO	6	86	0	97	4	90	9	90	57	14	0	100
Total	4	76	0	88	2	61	3	74	21	35	1	71

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

5.2.2.3 Estimation de la période de récolte et prévision de la quantité à récolter

Le suivi de la vulnérabilité des ménages bénéficiaires repose sur la compréhension des cycles de production locaux.

Selon la perception des ménages, les récoltes majeures se concentrent principalement durant les deuxième et troisième trimestres de l'année. Le riz, pilier de l'alimentation locale, est essentiellement moissonné d'avril à juin, tandis que la récolte de maïs prédomine en

mars-avril. Le manioc, quant à lui, est en grande partie récolté au cours des mois de juillet et août. Les récoltes de patates douces s'étalent de manière continue d'avril à août, alors que les brèdes sont surtout récoltées entre mai et juillet. Enfin, les autres types de cultures, notamment le niébé et l'arachide, sont majoritairement récoltés au cours du mois de mai.

Concernant les volumes attendus lors de la récolte, plus de 70 % des ménages anticipent de mauvais rendements toutes cultures confondues, à l'exception des brèdes où environ la moitié prévoient une production moyenne. Les projections globales restent largement dominées par les mauvaises perspectives sur le maïs (88 %) et le riz (77 %), une crise qui se concentre dramatiquement à Taolagnaro et Beloha ; le pessimisme y est en effet quasi généralisé pour le maïs

(respectivement 100 % et 99 %) et le riz (respectivement 86 % et 100 %), tout en touchant le manioc à près de 90 % dans ces deux zones. Parallèlement, le district d'Amboasary-Atsimo se détache par des prévisions extrêmement critiques sur les patates douces (96 %) et le riz (89 %), tandis que Bekily enregistre une forte alerte sur le maïs avec 84 % de perspectives négatives.

Tableau 11 : Prévision de la quantité de culture à récolter par les ménages agricoles (en %)

	Riz		Maïs		Manioc		Patates		Brèdes		Autres culture	
	Bon	Mauvais	Moyen	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
DISTRICT												
AMBOVOMBE-ANDROY	.		8	92	1	51	0	84	33	12	0	56
BEKILY	5	62	16	84	7	54	2	80	35	18	3	90
BELOHA	0	100	1	99	0	90	0	66	1	43	1	91
TSIHOMBE	0	0	58	42	0	11	0	31	0	0	0	0
AMBOASARY-ATSIMO	0	89	21	79	1	65	0	96	4	75	0	14
TAOLAGNARO	6	86	0	100	6	89	7	91	64	7	0	100
Total	3	77	12	88	3	65	2	79	22	31	1	70

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs



6 Situation financière

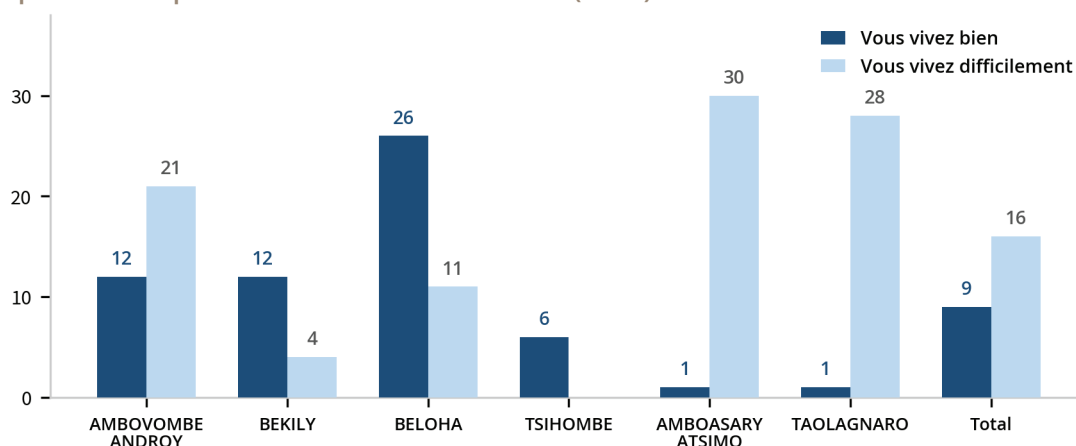
6.1 Perception du niveau de vie actuelle et évolution

À l'échelle globale, la perception du niveau de vie révèle que 16 % des familles traversent de lourdes difficultés financières, tandis que 74 % vivent dans une situation fragile. Derrière cette moyenne se cachent de fortes disparités géographiques. Les difficultés sont particulièrement fortes à Amboasary-Atsimo (30 % de ménages en grande difficulté) et à Taolagnaro (28 %). À l'inverse, le district de Beloha s'en sort mieux, avec 26 % des familles qui déclarent vivre convenablement.

Le niveau de vie dépend aussi beaucoup du métier exercé. Les agriculteurs et les éleveurs sont les plus touchés, avec plus de 16 % d'entre eux en grande

précarité, un problème encore plus marqué à d'Amboasary-Atsimo (où 31 % des agriculteurs et 28 % des éleveurs en souffrent), Taolagnaro (29 % et 43 %) et Ambovombe-Androy (20 % et 23 %). À l'inverse, les commerçants affichent une meilleure résilience, puisque 17 % d'entre eux affirment bien vivre durant la période de l'enquête, tandis que 79 % se situent dans une tranche de niveau de vie intermédiaire. Quant aux pêcheurs, la quasi-totalité vit dans une situation moyenne mais fragile, cette activité ne concernant d'ailleurs qu'une minorité de foyers situés à Amboasary-Atsimo et Taolagnaro.

Graphique 9 : Perception du niveau de vie actuelle (en %)

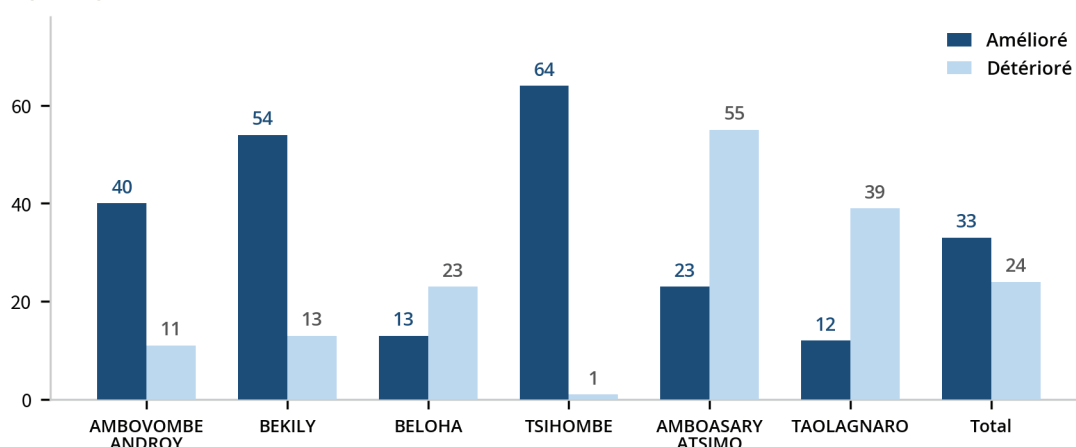


Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Concernant l'évolution récente par rapport au mois précédent, la situation financière reste particulièrement fragile dans certains districts. Elle continue de se dégrader pour plus de la moitié des foyers à Amboasary-Atsimo (55 %) et pour près de 39 % d'entre eux à Taolagnaro.

Au niveau global, une évolution positive apparaît toutefois, avec 33 % des ménages qui constatent une amélioration. Ce progrès est surtout porté par le district de Tsihombe, où 64 % des foyers signalent une amélioration de leurs conditions de vie, la grande majorité d'entre eux (94 %) se situant dans un niveau de vie moyen.

Graphique 10 : Evolution du niveau de vie au cours du mois par rapport au mois précédent la collecte (en %)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

6.2 Situation financière et évolution

Au moment de l'enquête, la situation financière est jugée stable par 85 % des ménages. Parmi eux, près de la moitié (49 %) réussissent à mettre de l'argent de côté, notamment à Beloha (71 %), Tsihombe (64 %) et Ambovombe-Androy (plus de 50 %). Cette capacité d'épargne offre ainsi aux foyers la possibilité de rejoindre des groupes d'épargne ou d'investir dans des activités génératrices de revenus. Par ailleurs, 36 % des ménages équilibrent juste leur budget sans pouvoir épargner, un cas très fréquent à Bekily (52 %) ; cela leur évite au moins de devoir emprunter. En revanche, 12 % des foyers doivent puiser dans leurs réserves pour subvenir à leurs besoins, une fragilité plus marquée à Taolagnaro (30 %) et Amboasary-Atsimo (23 %). Enfin, l'endettement reste très faible au niveau global (1 %), même s'il atteint 5 % à Amboasary-Atsimo.

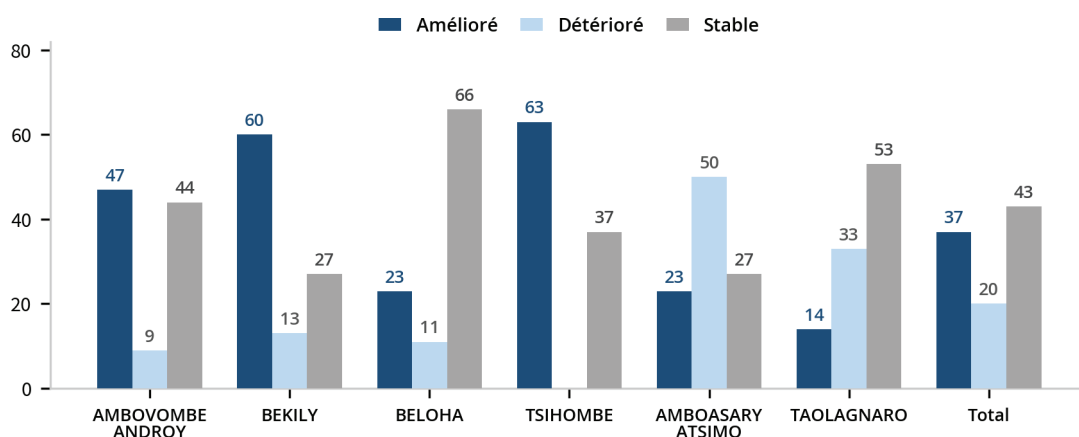
Par rapport au mois précédent, la situation financière globale montre une dynamique positive, avec 37 % des ménages qui constatent une amélioration. Toutefois, des disparités importantes existent entre les districts. Le progrès reste très limité à Taolagnaro (14 %) et Amboasary-Atsimo (23 %), ce dernier connaissant même une nette dégradation pour la moitié de sa population (50 %). À l'opposé, une réelle amélioration se dessine à Bekily (60 %) et Tsihombe (63 %), ce dernier étant d'ailleurs le seul district où aucun foyer ne signale de dégradation. Enfin, la situation reste stable pour 43 % de l'ensemble des ménages, un constat encore plus prononcé à Beloha (66 %).

Tableau 12 : Situation financière actuelle (en %)

	Situation financière actuelle					
	Vous arrivez à mettre de l'argent de côté	Vous arrivez juste à l'équilibre	Vous êtes obligés de tirer sur vos réserves	Vous êtes obligés de vendre des actifs	Vous êtes obligés de vous endetter	Total
District						
AMBOVOMBE-ANDROY	56	33	9	2	1	100
BEKILY	44	52	4	0	0	100
BELOHA	71	22	4	2	1	100
TSIHOMBE	64	27	8	0	0	100
AMBOASARY-ATSIMO	48	30	13	3	5	100
TAOLAGNARO	18	50	30	2	0	100
Total	49	36	12	2	1	100

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Graphique 11 : Perception de l'évolution de la situation financière au cours du mois par rapport au mois précédent la collecte (en %)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

6.3 Appartenance aux Associations Villageoises d’Épargne et de Crédit.

Les Associations Villageoises d’Épargne et de Crédit (AVEC) offrent des options de crédit abordables couplées à un rendement de l’épargne généralement supérieur à celui des institutions officielles. Dans le cadre du programme FIAVOTA, les mesures d’accompagnement et d’incitation à l’inclusion financière ont porté leurs fruits, se traduisant par un taux d’adhésion quasi généralisé (99 % des ménages). Le taux d’affiliation le plus bas est enregistré à Beloha, tout en se maintenant à un niveau très satisfaisant (95 %).

De ce fait, la non-affiliation ne concerne qu’une infime minorité des foyers (moins de 1 %). Les motifs évoqués sont principalement liés à des difficultés financières (31 %), des contraintes familiales (31 %) ou à l’éloignement géographique par rapport au site de l’AVEC (19 %).

6.4 Emprunts au cours des 30 derniers jours

6.4.1 Recours à l’emprunt au cours des 30 derniers jours

L’analyse du recours à l’emprunt au cours des 30 jours précédant l’enquête révèle une quasi-égalité entre les ménages ayant contracté un crédit (49 %) et ceux s’en étant abstenus (51 %), ces derniers restant très légèrement majoritaires.

Du côté des emprunteurs (49 %), la pratique concerne plus de la moitié des foyers à Bekily, Taolagnaro et Beloha, contre seulement un sur trois à Tsihombe. Cet endettement est principalement motivé par l’investissement dans une AGR (56 %) — une priorité absolue à Beloha (89 %) —, suivi par les impératifs de santé (21 %), qui mobilisent un foyer sur trois à Bekily. Enfin, la survie ou la réponse aux chocs justifie 14 %

des emprunts, une proportion qui culmine à 48 % à Taolagnaro.

À l’inverse, chez les non-emprunteurs (51 % — avec un pic à 66 % dans le district de Tsihombe), l’absence de crédit s’explique d’abord par l’absence de besoin (44 %), une situation partagée par la quasi-totalité des foyers de Tsihombe (98 %). Néanmoins, des barrières d’accès persistent : l’incapacité de remboursement est évoquée par 16 % des ménages (notamment 41 % à Ambovombe-Androy), tandis que le manque d’information sur les démarches concerne 10 % d’entre eux (dont un tiers à Amboasary-Atsimo).

Tableau 13: Emprunts au cours de 30 derniers jours (en %)

		Raison d'emprunt						
	% Oui	Investissement en AGR, Productions, Achat d'actifs	Santé des membres de famille	Survie, Palier aux chocs subis	Besoin en éducation des enfants	Évènement traditionnel, Religieux	Autre	Achat de bien non productifs (Chaise, Radio, ...)
AMBOVOMBE-ANDROY	47	65	19	1	12	0	1	1
BEKILY	60	49	37	1	5	8	0	0
BELOHA	53	89	7	3	1	0	0	0
TSIHOMBE	34	50	20	4	26	0	1	0
AMBOASARY-ATSIMO	45	70	17	9	3	0	1	0
TAOLAGNARO	58	22	24	48	4	2	0	0,4
Total	49	56	21	14	7	2	0,4	0,3

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

Tableau 14: Raison de non demande d'emprunt au cours des 30 derniers jours (en %)

		Raison de non demande d'emprunt au cours des 30 derniers jours								
	% Non	Pas nécessaire	Pas capable de rembourser	Ne sait pas comment demander	Autre crédit en cours	Autre	Ne remplit pas les conditions	Absence d'institution de crédits	N'est pas sûr d'en obtenir	Total
AMBOVOMBE-ANDROY	53	37	41	0	3	7	3	0	9	100
BEKILY	40	26	14	10	23	1	21	3	3	100
BELOHA	48	23	13	0	5	32	1	25	1	100
TSIHOMBE	66	98	0	0	1	1	0	0	0	100
AMBOASARY-ATSIMO	55	26	14	31	16	2	5	5	2	100
TAOLAGNARO	42	36	17	20	3	1	14	4	5	100
Total	51	44	16	10	8	7	6	6	3	100

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

6.4.2 Caractéristiques et modalités des crédits obtenus

L'analyse de l'accès effectif au crédit montre que 77 % des familles ayant cherché à emprunter ont obtenu leur financement au cours des 30 derniers jours. La réussite est particulièrement forte à Beloha (93 %), alors qu'elle chute à 47 % à Taolagnaro.

Les crédits proviennent très majoritairement des associations d'épargne AVEC (93 % des cas). Seul le district de Taolagnaro se distingue, avec un recours plus fréquent à la famille (18 %) ou aux amis (9 %). En moyenne, le montant restant à rembourser s'élève à environ 42 700 Ariary. La gestion de la dette reste généralement raisonnable : 86 % des emprunteurs n'ont qu'un seul crédit en cours, 13 % ont réussi à solder leurs dettes durant le mois, et moins de 1 % accumulent plusieurs emprunts.

Face aux remboursements, les situations sont très contrastées. Un peu plus de 45 % des familles ne

rencontrent aucune difficulté, surtout à Beloha (96 %) et Amboasary-Atsimo (60 %). À l'inverse, 42 % éprouvent des difficultés moyennes (notamment à Tsihombe, avec 87 % des foyers concernés), et 13 % sont en grande souffrance financière. Ce dernier point touche particulièrement Taolagnaro, où la moitié des emprunteurs est en grande difficulté et l'autre moitié rencontre des soucis moyens.

Enfin, pour les 23 % de ménages qui n'ont pas réussi à obtenir de crédit, plusieurs obstacles sont évoqués. La faible capacité de remboursement est le premier frein (50 % des refus, et jusqu'à 72 % à Taolagnaro). Viennent ensuite l'absence de garanties (23 % au global, mais cités par plus de la moitié des refus à Bekily) et la présence de crédits en cours non encore remboursés (16 % au global et atteignant 46 % à Beloha).

Tableau 15: Obtention de crédit au cours des 30 derniers jours (en %)

	Origine du prêt Parmi ceux ayant dû recourir à l'emprunt au cours de 30 derniers jours					Difficulté de remboursement		
DISTRICT	% ayant obtenu un crédit au cours de 30 derniers jours	AVEC	Proches (Famille, Amis)	ONG	Réseaux Informels (Usurier, Fournisseur)	Aucun	Moyen	Difficile
AMBOVOMBE-ANDROY	85,3	94,7	4,5	0,0	0,8	14,0	71,1	14,9
BEKILY	82,7	93,2	6,8	0,0	0,0	47,2	43,3	9,4
BELOHA	92,8	97,6	2,4	0,0	0,0	95,8	3,0	1,2
TSIHOMBE	89,4	98,0	1,0	1,0	0,0	13,0	87,0	0,0
AMBOASARY-ATSIMO	80,0	99,2	0,0	0,0	0,8	60,2	16,9	22,9
TAOLAGNARO	47,1	72,6	27,3	0,0	0,0	6,7	46,7	46,7
Total	77,3	93,2	6,4	0,1	0,2	45,4	41,8	12,8

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

7 Chocs et stratégies d'adaptation

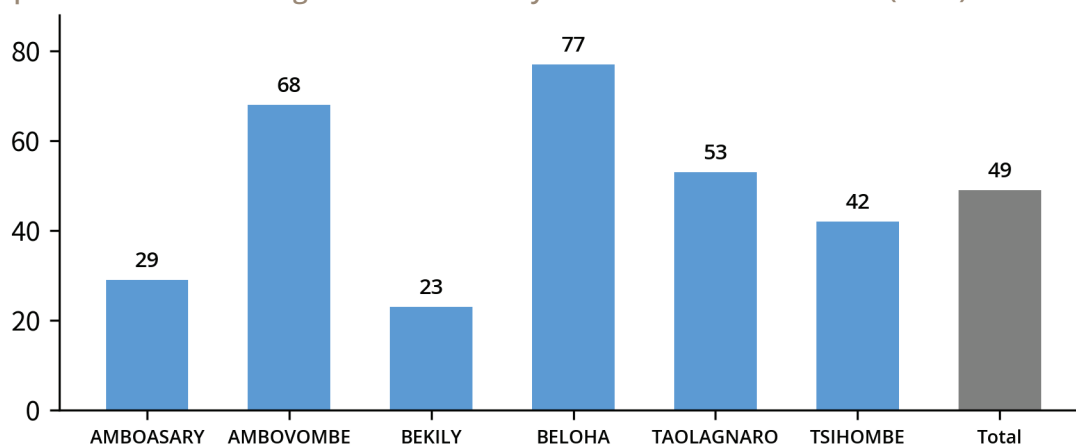
L'analyse porte principalement sur l'exposition des ménages aux différents chocs ainsi que sur les stratégies d'adaptation et de survie adoptées pour y faire face. Ces résultats permettront d'orienter et d'ajuster les interventions du programme en fonction de l'évolution de la situation des ménages bénéficiaires.

7.1 Exposition aux chocs 30 derniers jours précédant la collecte

Au cours des 30 derniers jours précédant la collecte, la moitié des ménages bénéficiaires déclarent avoir subi au moins un choc. Une part significative (13 %) rapporte avoir été confrontée à au moins deux chocs différents durant cette période. Les ménages des districts de Beloha et Ambovombe sont les plus

touchés, atteignant plus de 68%. Les bénéficiaires de Beloha apparaissent comme les plus exposés, 43 % d'entre eux déclarant avoir subi au moins deux chocs. Par contre, les bénéficiaires d'Amboasary et Bekily sont les moins touchés avec des taux ne dépassant pas les 30%.

Graphique 12 : Taux de ménages bénéficiaires ayant au moins subi un choc (en %)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

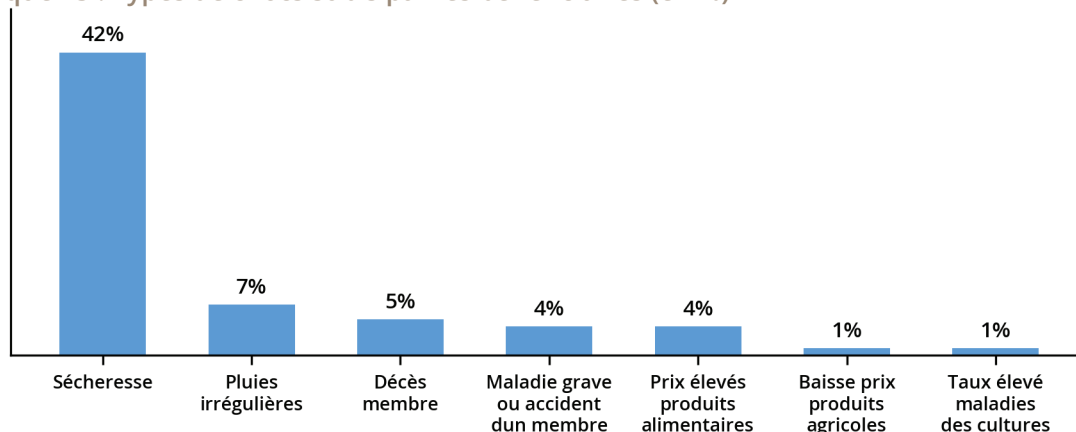
7.2 Type de chocs subis et intensité

Le principal défi dans le Grand Sud de Madagascar demeure la sécheresse. Les résultats en témoignent avec près de la moitié (42 %) des ménages bénéficiaires déclarent en avoir été victimes. Cela équivaut à confirmer que la majorité des ménages ayant subi un choc a été affectée par la sécheresse. Ses répercussions sur les conditions de vie sont importantes et contribuent à la dégradation du bien-être des ménages. De plus, la sécheresse demeure persistant dans le Grand Sud.

Toutefois, bien que moins importants, certains ménages

(7 %) se déclarent victime des irrégularités des pluies qui ont affecté certaines communes. Les bénéficiaires mentionnent également des chocs touchant le capital humain, tels que le décès d'un membre du ménage (5 %) ou la survenue d'une maladie grave ou d'un accident affectant l'un de ses membres (4 %). Ces événements ont des répercussions directes sur les ressources financières des ménages, en particulier lorsque la personne touchée fait partie des membres actifs du foyer.

Graphique 13 : Types de chocs subis par les bénéficiaires (en %)



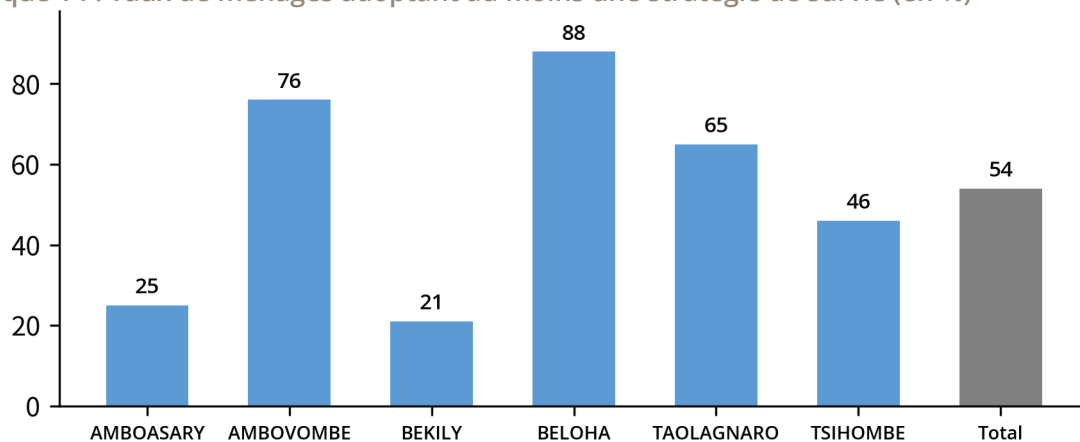
Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

7.3 Stratégie de survie adoptée par les bénéficiaires

Face aux divers chocs et aux contraintes affectant leurs conditions de vie, les ménages mettent en œuvre différentes stratégies d'adaptation afin de limiter leurs impacts et de maintenir leur niveau de bien-être. En effet, ils ne se limitent pas à une seule stratégie et sont susceptibles de cumuler plusieurs mécanismes de survie simultanément.

Au cours des 30 derniers jours précédant la collecte, plus de la moitié (54%) ont dû recourir au moins à une stratégie de survie. Ce taux est plus important dans les districts de Beloha, Ambovombe ou encore Taolagnaro, dépassant les 65%. Cela reflète une difficulté importante de condition de vie des bénéficiaires dans ces districts.

Graphique 14 : Taux de ménages adoptant au moins une stratégie de survie (en %)



Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

7.4 Type de stratégie adopté par les bénéficiaires

Globalement, les ménages recourent principalement à des stratégies alimentaires (39 %), consistant à ajuster leur consommation en réduisant les quantités, en sautant des repas ou en modifiant la qualité des aliments consommés. Viennent ensuite les stratégies de stress (26 %), qui reposent sur des mécanismes d'adaptation relativement modérés, tels que l'utilisation de l'épargne, le recours au crédit pour la consommation, la sollicitation de l'aide de proches ou la recherche d'activités complémentaires.

En revanche, les stratégies de crise (7 %) et d'urgence (3 %) demeurent peu fréquentes. Les stratégies de crise regroupent des mesures plus sévères susceptibles de compromettre les moyens d'existence futurs du ménage, notamment la réduction des dépenses essentielles (santé, éducation) ou la vente de biens durables. Les stratégies d'urgence correspondent à des mécanismes d'adaptation extrêmes et souvent irréversibles, tels que la vente d'actifs productifs majeurs ou des pratiques affectant directement la structure et la protection du ménage.

Toutefois, des disparités existent entre les districts. Cela révèle que les conditions de vie diffèrent selon les districts d'intervention :

- En particulier, les bénéficiaires de Beloha se distinguent par une forte adoption de stratégies alimentaires et de stress. Cela concerne plus de la moitié des bénéficiaires. Fait plus alarmant encore : dans ce district, 17 % des ménages recourent à des stratégies d'urgence et 11 % à des stratégies de crise.
- La situation d'Ambovombe-Androy reste préoccupante. La moitié des ménages y recourent à des stratégies alimentaires et plus de quart des stratégies de stress. Mais de plus, une proportion significative de 11% met en œuvre à des stratégies de crise.
- Taolagnaro se distingue par une forte adoption de stratégies alimentaires (51%) et moins de stratégie de stress (15%). Le recours aux stratégies de crise ou d'urgence demeurent limités, chacune ne concernant pas plus de 2 % des bénéficiaires.
- Les bénéficiaires de Bekily et Tsihombe ne recourent pas aux stratégies de crise ni d'urgence. Les stratégies adoptées se limitent aux stratégies alimentaires et de stress.
- Bien qu'Amboasary-Atsimo présente l'un des plus faibles taux de ménages recourant à des stratégies de survie, cette situation dissimule une vulnérabilité importante. En effet, le district affiche la plus forte proportion de ménages ayant recours à des stratégies de crise (16 %)

Tableau 16 : Classification des types de stratégies adoptées par les ménages bénéficiaires (en %)

	Stratégies Alimentaires	Stratégies de Stress	Stratégies de Crise	Stratégies d'Urgence
AMBOASARY-ATSIMO	20%	19%	16%	1%
AMBOVOMBE-ANDROY	54%	26%	11%	1%
BEKILY	15%	10%	1%	1%
BELOHA	56%	55%	11%	17%
TAOLAGNARO	51%	15%	2%	1%
TSIHOMBE	31%	29%	0%	0%
TOTAL	39%	26%	7%	3%

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

7.4.1 Focus sur les stratégies de Crises

Le recours aux stratégies de crise traduit une situation particulièrement préoccupante. Au niveau des districts, c’est à Amboasary-Atsimo que cette pratique est la plus marquée, concernant 16 % des ménages. Il est suivi par Ambovombe-Androy et Beloha, où 11 % des foyers y ont également recours. Dans ces trois districts, la crise se manifeste principalement par la pratique

des récoltes précoces, ainsi que par la réduction des dépenses essentielles (santé, éducation) ou encore la vente de biens durables. À l’inverse, ce type de stratégie reste très marginal à Taolagnaro (2 %), Bekily (1 %) et totalement absent à Tsihombe.

7.4.2 Focus sur les stratégies d’urgences

Les stratégies d’urgence restent globalement très limitées, ne touchant que 3 % de l’ensemble des ménages. Toutefois, cette situation est quasi exclusivement portée par le district de Beloha, où 17 % des foyers y ont recours. Dans ce district, les ménages sont contraints de vendre des actifs agricoles ou non agricoles pour subvenir à leurs besoins immédiats. La vente de ces biens productifs, pourtant essentiels au maintien de leurs moyens d’existence, témoigne d’une urgence critique qui risque d’affaiblir durablement leur

capacité de résilience. Dans l’ensemble des autres districts, le recours aux stratégies d’urgence demeure très faible (1 % à Amboasary-Atsimo, Ambovombe-Androy, Bekily et Taolagnaro) voire inexistant (0 % à Tsihombe).



8 Consommation et sécurité alimentaire

8.1 Consommations Alimentaires

L'alimentation des ménages bénéficiaires est dominée par les féculents, révélant un déficit en nutriments essentiels. Le riz (75 %), le manioc (60 %) et le maïs (44 %) constituent le cœur du régime alimentaire, suivis des brèdes (26 %), de l'huile (20 %) et du niébé (13 %). La consommation de viande et de poisson demeure très marginale, ne touchant que 6 % des foyers.

Lorsqu'ils sont consommés, les féculents de base (riz, manioc, maïs) ainsi que les brèdes, l'huile et le niébé le sont en moyenne cinq jours sur sept dans la semaine. Toutefois, la fréquence journalière traduit une ration

restreinte : la majorité des foyers ne prennent qu'un seul repas par jour composé de ces aliments de base (49 % pour le riz, 34 % pour le manioc), tandis que trois repas quotidiens restent un privilège très limité (23 % pour le riz).

Les autres aliments s'inscrivent de manière très épisodique dans l'ordinaire des ménages : si les fruits, légumes et patates douces sont consommés trois à quatre jours par semaine, la viande et le poisson ne le sont que deux jours en moyenne, confirmant leur caractère d'exception dans la ration hebdomadaire.

8.2 Sources d'approvisionnement alimentaire

8.2.1 Mode d'approvisionnement à l'échelle globale

Quel que soit le type d'aliment, bien que 61 % des ménages parviennent encore à autoconsommer une partie de leur production, 86 % d'entre eux sont contraints d'acheter leurs aliments sur le marché. Cette forte dépendance marchande témoigne de la mauvaise qualité des récoltes et de la faible disponibilité des produits agricoles, en partie causées par les perturbations climatiques que subit le Grand Sud depuis la fin de l'année 2025¹. Cette situation expose ainsi massivement les foyers à la volatilité des prix. Ces deux principales sources d'approvisionnement sont appuyées par les transferts sociaux (48 %), l'achat à crédit (30 %) et la collecte d'aliments de cueillette ou de chasse (22 %), avec des réalités contrastées selon les districts :

L'accès au marché constitue la source ultradominante dans l'ensemble de la zone. La dépendance commerciale est totale à Beloha (100 %) et atteint des niveaux particulièrement élevés à Tsihombe (88 %), Ambovombe-Androy (86 %) et Taolagnaro (85 %), tandis qu'elle reste importante mais légèrement moindre à Bekily et Amboasary-Atsimo (77 %).

En parallèle, l'autoconsommation agricole varie énormément selon les zones. Elle est indispensable pour la plupart des familles à Beloha (86 %), Bekily (83 %) et Ambovombe-Androy (70 %). En revanche, elle ne touche qu'environ la moitié des foyers à Tsihombe (57 %) et Amboasary-Atsimo (51 %), et devient très rare à Taolagnaro (24 %).

Pour pallier ce déficit de production, les dons et les transferts sociaux jouent un rôle de soutien important, sollicités par plus de la moitié des foyers à Beloha (64 %), Ambovombe-Androy (56 %) et Bekily (53 %), contre 31 % à Taolagnaro. Par ailleurs, l'achat à crédit devient une stratégie d'adaptation pesante à Amboasary-Atsimo (41 %) et Bekily (40 %), mais beaucoup moins à Tsihombe (17 %).

Enfin, le prélèvement direct dans la nature (cueillette et chasse) constitue un mécanisme d'appoint mobilisé à Beloha (44 %) et Bekily (38 %), mais reste marginal à Tsihombe (9 %). Le troc et les échanges d'aliments restent très rares partout, dépassant à peine 12 % à Bekily et 11 % à Ambovombe-Androy.

¹ Le Grand Sud de Madagascar traverse une crise agro-climatique sévère amorcée dès la fin de l'année 2025 avec une installation tardive et défailante de la saison des pluies, qui s'est prolongée tout au long du premier trimestre 2026
Note de situation synthétique, Action Contre La Faim (ACF) Madagascar – Suivi humanitaire dans les Régions Anosy et Androy (Fin 2025 – Premier trimestre 2026).

Tableau 17 : Source d'approvisionnement à l'échelle globale (en %)

	Achats-cash	Autoconsommation/ Propre production	Dons, transferts	Achat à crédit	Cueillette et chasse	Troc/ Échange
AMBOVOMBE-ANDROY	86%	70%	56%	27%	20%	11%
BEKILY	77%	83%	53%	40%	38%	12%
BELOHA	100%	86%	64%	33%	44%	5%
TSIHOMBE	88%	57%	45%	17%	9%	8%
AMBOASARY-ATSIMO	77%	51%	45%	41%	24%	8%
TAOLAGNARO	85%	24%	31%	26%	2%	0%
Total	86%	61%	48%	30%	22%	7%

Source : FID – Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs

8.2.2 Approvisionnement par type d'aliments de base et vulnérabilités territoriales

L'analyse axée sur les aliments de base (riz, maïs, manioc, niébé et brèdes) confirme la grande dépendance des familles vis-à-vis des marchés. Elle montre aussi d'importantes différences selon les districts.

- Une forte vulnérabilité marchande sur les céréales et tubercules

Pour les céréales principales comme le riz et le maïs, les ménages dépendent presque entièrement des marchés. L'achat sur les marchés couvre 78 % des besoins en riz et en maïs. À l'inverse, la propre production ne couvre que 13 % des besoins pour le riz et 15 % pour le maïs. Le manioc présente une situation un peu plus équilibrée, avec 62 % d'achats sur le marché et 31 % d'autoconsommation.

- Typologie et contrastes territoriaux

Le district de Beloha dépend intégralement du marché pour ses aliments de base (100 % d'achat en espèce pour le riz, 98 % pour le maïs et 81 % pour le manioc).

La situation est très similaire à Taolagnaro, où le maïs dépend à 100 % et le riz à 82 % du marché.

À l'opposé, Bekily réussit à mieux se nourrir grâce à ses propres récoltes : l'autoconsommation y atteint 35 % pour le riz, 36 % pour le maïs et 34 % pour le manioc. Cette capacité de production locale préserve le district de l'asphyxie financière (1 % seulement d'achat à crédit pour ces trois aliments).

Par ailleurs, le manque d'argent pour acheter ces vivres essentiels entraîne une hausse forte des achats à crédit. Ce recours au crédit touche 18 % des achats de riz à Tsihombe. Il devient encore plus grave à Amboasary-Atsimo (20 % pour le riz, 26 % pour le maïs et 28 % pour les brèdes).

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le dispositif de suivi continu de la vulnérabilité, de la résilience et de la capacité d'adaptation permet de dresser un état des lieux sur le niveau de vulnérabilité et de la sécurité alimentaire de la nouvelle cohorte de bénéficiaires du programme FIAVOTA au second trimestre de l'année 2026. Les analyses mettent en évidence des fragilités structurelles importantes, mais également des dynamiques territoriales et sectorielles contrastées à travers les districts d'intervention.

L'accès à l'eau et la qualité des ressources en eau constituent une précarité majeure dans le Grand Sud. Seul un ménage sur trois accède à une source d'eau améliorée, contraignant la majorité des foyers à recourir à des sources non protégées et de qualité précaire. La consommation quotidienne s'établit à un niveau extrêmement faible à l'échelle des ménages, traduisant une situation critique à Ambovombe-Androy et particulièrement alarmante à Amboasary-Atsimo. Globalement, ce volume d'eau disponible par personne et par jour demeure très en deçà du seuil minimal vital requis.

La production agricole reflète la forte vulnérabilité des moyens d'existence dans la zone d'études. Si plus de la moitié des agriculteurs pratiquent la diversification des cultures, l'état des plantations demeure extrêmement préoccupant. En effet, la production a été fortement affectée par une pluviométrie jugée insuffisante par la majorité des exploitants durant le mois de l'enquête, dégradant considérablement l'ensemble des récoltes. Le maïs est particulièrement touché, la plupart des producteurs signalant un mauvais état de leurs parcelles. Ce constat critique s'étend au riz et aux patates douces. Face à ce déficit, la quasi-totalité des foyers sont contraints d'acheter leur nourriture sur le marché.

La sécheresse demeure le principal choc structurel affectant près de la moitié des ménages, compromettant durablement leurs moyens d'existence et leurs conditions de vie. Viennent ensuite des chocs touchant le capital humain, notamment les maladies et les décès, qui accentuent les difficultés rencontrées et conduisent plus de la moitié des ménages à recourir à des stratégies d'adaptation. Si les stratégies alimentaires et de stress restent les réponses les plus fréquemment adoptées face aux contraintes rencontrées, l'indicateur le plus alarmant réside dans l'adoption de stratégies de crise et d'urgence dans certaines localités. Les résultats appellent ainsi une attention particulière dans les districts d'Amboasary Atsimo et de Beloha où une proportion significative de ménages commence à adopter des stratégies de survie plus sévères.

L'évaluation a permis entre autres de mettre en relief l'impact positif des Mesures d'Accompagnement (MACC) du programme FIAVOTA sur le renforcement du capital humain et l'autonomisation économique. Sur le plan éducatif, les MACC favorisent une scolarisation quasi universelle, concrétisant une fréquentation scolaire massive chez les 6-14 ans et une assiduité exemplaire. Sur le plan économique, l'accompagnement a permis une inclusion financière généralisée, matérialisée par l'adhésion de la presque totalité des ménages aux AVEC. Ce levier offre à près de la moitié des foyers la possibilité d'épargner et soutient le recours au crédit, qui s'effectue quasi exclusivement via ces structures communautaires. Enfin, ces fonds sont prioritairement réinjectés par plus de la moitié des ménages dans le financement et le développement d'Activités Génératrices de Revenus.

Sur la base de ces constats, nous proposons les principales recommandations suivantes :

- 1 Pérenniser le dispositif de suivi continu des ménages** : Maintenir la collecte régulière de données sur l'évolution des conditions de vie. Ces informations périodiques fiables sont essentielles pour éclairer la prise de décision, adapter les stratégies et optimiser l'impact des interventions.
- 2 Assurer la qualité et la fiabilité des données de suivi collectées** : Poursuivre les efforts de consolidation de la collecte, notamment sur des volets clés comme la consommation alimentaire des foyers.
- 3 Faciliter l'accès à l'état civil et la protection des enfants** : Intensifier les actions de sensibilisation et d'enregistrement des enfants de moins de 5 ans, en donnant la priorité aux districts d'Amboasary-Atsimo et de Tsihombe, où la couverture de l'état civil reste particulièrement faible.
- 4 Promouvoir une agriculture résiliente** : Encourager des pratiques et des cultures adaptées à la sécheresse (semences à cycle court, cultures maraîchères) et renforcer l'accompagnement de proximité auprès des producteurs, en coordination avec le Ministère de l'Agriculture.
- 5 Consolider l'autonomisation financière via les AVEC** : Poursuivre l'encadrement des groupes d'épargne, renforcer les formations en gestion et faciliter l'accès au crédit pour financer des activités génératrices de revenus et éviter la vente prématurée des biens des ménages.
- 6 Cibler les interventions selon les vulnérabilités locales** : Adapter les modalités d'assistance en fonction des priorités et du niveau de précarité propre à chaque district.

BIBLIOGRAPHIE

1. Food Consumption Analysis – Calculation and Use of the Food Consumption Score (VAM/WFP, April 2024).
2. The Coping Strategies Index, Daniel Maxwell, Richard Caldwell, January 2008
3. World Food Programme (WFP). (2023). WFP Indicator Compendium (2022–2025). August 2023
4. FFP Indicators Handbook, Part III: Indicators for Emergency Activities, January 2020, USAID
5. Webb, Patrick, Jennifer Coates, Edward A. Frongillo, Beatrice Lorge Rogers, Anne Swindale, and Paula Bilinsky. (2006). Measuring Household Food Insecurity: Why It's So Important and Yet So Difficult to Do. American Society of Nutrition (originally published in a supplement to The Journal of Nutrition).
6. TANGO International. (2004). Guide for Measuring Food Access. Developed for Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA).
7. Maxwell, Daniel, Clement Ahiadeke, Carol Levin, Margaret Armar-Klemesu, Sawudatu Zakariah, and Grace Mary Lamphey. (1999). Alternative Food-Security Indicators: Revisiting the Frequency and Severity of "Coping Strategies." Food Policy 24 (1999): 411–429.
8. AFRISTAT, Revue des principales variables requises pour identifier les petits exploitants et calculer les ODD 2.3.1 et 2.3.2, Atelier Virtuel de Formation de Groupe sur les ODG 2-3-1 et 2-3-2 pour les pays d'AFRISTAT, Aout 2022
9. Morlat L, 2009. La gestion des impluviums en Androy (Madagascar) Un levier pour le changement social ? Etudes et Travaux, en ligne n°24, Gret, 93p.
10. ANDRIANANTOANDRO Voahirana Tantely, BÉLIÈRES Jean-François, « L'agriculture familiale malgache entre survie et développement : organisation des activités, diversification et différenciation des ménages agricoles de la région des Hautes Terres », Revue Tiers Monde, 2015/1 (n° 221), p. 69-88
11. Note de situation synthétique, Action Contre La Faim (ACF) Madagascar – Suivi humanitaire dans les Régions Anosy et Androy (Fin 2025 - Premier trimestre 2026).

ANNEXES

Tableau 18 : Taille moyenne, minimale et maximale des foyers bénéficiaires

	Moyenne	Min	Max	Effectif
DISTRICT				
AMBOVOMBE-ANDROY	4,1	2	17	334
BEKILY	3,8	2	11	299
BELOHA	3,9	2	10	345
TSIHOMBE	3,9	2	9	332
AMBOASARY-ATSIMO	3,6	1	10	346
TAOLAGNARO	3,4	2	9	387
Ensemble	3,8	1	17	2 043

Tableau 19 : Tranche d'âge, âge moyen des membres et ratio de dépendance démographique

	District	0-5	6-14	15-17	18-64	65 et plus	Total	Age moyen	Ratio de dépendance
AMBOVOMBE-ANDROY	% Age (ligne)	20	45	2	30	2	100	17,5	206%
	Homme (% col.)	54	48	47	20	31	40	13,1	
	Femme (% col.)	46	52	53	80	69	60	20,4	
BEKILY	% Age (ligne)	22	38	2	36	2	100	17,9	166%
	Homme (% col.)	48	52	61	32	52	44	15,9	
	Femme (% col.)	52	48	39	68	48	56	19,4	
BELOHA	% Age (ligne)	27	37	1	31	3	100	18,6	215%
	Homme (% col.)	45	49	43	26	58	41	16,5	
	Femme (% col.)	55	51	57	74	42	59	20,0	
TSIHOMBE	% Age (ligne)	24	41	1	32	2	100	16,8	204%
	Homme (% col.)	51	52	67	22	45	42	13,2	
	Femme (% col.)	49	48	33	78	55	58	19,4	
AMBOASARY-ATSIMO	% Age (ligne)	22	38	2	37	2	100	18,7	157%
	Homme (% col.)	51	48	38	29	38	42	15,9	
	Femme (% col.)	49	52	62	71	62	58	20,7	
TAOLAGNARO	% Age (ligne)	14	41	2	40	4	100	22,3	140%
	Homme (% col.)	50	47	52	33	43	42	20,7	
	Femme (% col.)	50	53	48	67	57	58	23,4	
Ensemble	% Age (ligne)	22	40	2	34	2	100	18,6	179%
	Homme (% col.)	50	49	50	27	45	42	15,9	
	Femme (% col.)	50	51	50	73	55	58	20,6	

Tableau 20 : Niveau d'instructions des individus par âge et par genre (en %)

	Sexe													
	Homme				Femme					Total				
	Niveau d'éducation				Niveau d'éducation					Niveau d'éducation				
	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Total	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total	Ne pas fréquenter l'école	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total
District														
AMBOVOMBE-ANDROY														
0-5	64	36		100	64	36			100	64	36			100
6-14	3	95	2	100	2	97	2		100	3	96	2		100
15 +	66	23	11	100	63	25	11	0	100	64	24	11	0	100
Total	32	64	3	100	39	55	6	0	100	37	59	5	0	100
BEKILY														
0-5	64	36		100	74	26			100	69	31			100
6-14	4	96	0	100	2	96	2		100	3	96	1		100
15 +	76	14	10	100	84	13	3		100	81	13	5		100
Total	41	56	3	100	55	43	2		100	49	49	3		100
BELOHA														
0-5	57	43		100	67	33			100	63	37			100
6-14		100		100		100			100		100			100
15 +	89	10	1	100	89	8	2		100	89	9	2		100
Total	40	60	0	100	55	44	1		100	49	51	1		100
TSIHOMBE														
0-5	72	28		100	70	30	1		100	71	29	0		100
6-14	0	100		100	1	99			100	1	99			100
15 +	74	26		100	74	20	6		100	74	21	4		100
Total	36	64		100	48	49	3		100	43	55	2		100
AMBOASARY-ATSIMO														
0-5	86	14		100	78	21	1		100	82	17	0		100
6-14	9	91	0	100	4	95	1		100	6	93	1		100
15 +	81	13	6	100	82	13	5		100	82	13	5		100
Total	51	47	2	100	56	41	3		100	54	44	3		100
TAOLAGNARO														
0-5	80	20		100	73	26	1		100	77	23	1		100
6-14	1	99		100	1	99			100	1	99			100
15 +	72	19	9	100	78	17	5	1	100	76	18	6	0	100
Total	41	56	3	100	49	49	2	0	100	45	52	3	0	100
Ensemble														
0-5	70	30		100	71	29	0		100	70	30	0		100
6-14	3	97	1	100	2	98	1		100	2	97	1		100
15 +	77	17	6	100	78	16	5	0	100	78	16	6	0	100
Total	40	58	2	100	50	47	3	0	100	46	52	2	0	100

Tableau 21 : Niveau d'éducation des membres instruits (en %)

	Sexe										
	Homme			Femme				Total			
	Niveau d'éducation			Niveau d'éducation				Niveau d'éducation			
	Primaire	Secondaire et lycée	Total	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total	Primaire	Secondaire et lycée	Universitaire	Total
DISTRICT											
AMBOVOMBE-ANDROY											
0-5	100		100	100			100	100			100
6-14	98	2	100	98	2		100	98	2		100
15 et plus	68	32	100	68	31	1	100	68	32	1	100
Total	95	5	100	90	10	0	100	92	8	0	100
BEKILY											
0-5	100		100	100			100	100			100
6-14	100	0	100	98	2		100	99	1		100
15 et plus	59	41	100	81	19		100	72	28		100
Total	95	5	100	96	4		100	95	5		100
BELOHA											
0-5	100		100	100			100	100			100
6-14	100		100	100			100	100			100
15 et plus	93	7	100	78	22		100	82	18		100
Total	100	0	100	98	2		100	99	1		100
TSIHOMBE											
0-5	100		100	98	2		100	99	1		100
6-14	100		100	100			100	100			100
15 et plus	100		100	78	22		100	84	16		100
Total	100		100	95	5		100	97	3		100
AMBOASARY-ATSIMO											
0-5	100		100	96	4		100	98	2		100
6-14	100	0	100	99	1		100	99	1		100
15 et plus	68	32	100	73	27		100	71	29		100
Total	96	4	100	93	7		100	95	5		100
TAOLAGNARO											
0-5	100		100	96	4		100	98	2		100
6-14	100		100	100			100	100			100
15 et plus	68	32	100	77	21	2	100	73	25	1	100
Total	94	6	100	95	5	1	100	95	5	0	100
Total											
0-5	100		100	99	1		100	99	1		100
6-14	99	1	100	99	1		100	99	1		100
15 et plus	73	27	100	74	25	1	100	74	26	0	100
Total	97	3	100	94	6	0	100	95	5	0	100

Tableau 22 : Assiduité des membres scolarisés le mois de l'enquête (%)

	Est-ce que l'individu est allé à l'école au cours de ce mois ?		
	Non	Oui	Total
DISTRICT			
AMBOVOMBE-ANDROY	2	98	100
BEKILY	0	100	100
BELOHA	1	99	100
TSIHOMBE	0	100	100
AMBOASARY-ATSIMO	1	99	100
TAOLAGNARO	2	98	100
Total	1	99	100

Tableau 23 : Age, sexe des chefs de ménages

	Sexe													
	Homme			Femme				Total				Age moyen		
	18-64	65 ans et plus	Total	Moins de 18 ans	18-64	65 ans et plus	Total	Moins de 18 ans	18-64	65 ans et plus	Total	Homme	Femme	Total
DISTRICT														
AMBOVOMBE-ANDROY	79	21	100		90	10	100		88	12	100	44	39	40
BEKILY	96	4	100	2	91	7	100	1	93	6	100	39	36	37
BELOHA	84	16	100		94	6	100		92	8	100	50	42	45
TSIHOMBE	83	17	100		96	4	100		95	5	100	42	36	37
AMBOASARY-ATSIMO	97	3	100	3	88	10	100	2	91	7	100	40	39	39
TAOLAGNARO	88	12	100		86	14	100		87	13	100	46	41	43
Ensemble	90	10	100	1	91	9	100	1	91	9	100	44	39	41

Tableau 24 : Structure parentale des chefs de ménages (en %)

	Couple			Monoparental			Total		
	Sexe			Sexe			Sexe		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
DISTRICT									
AMBOVOMBE-ANDROY	76	24	100	2	98	100	22	78	100
BEKILY	84	16	100	11	89	100	39	61	100
BELOHA	88	12	100	14	86	100	33	67	100
TSIHOMBE	93	7	100	5	95	100	25	75	100
AMBOASARY-ATSIMO	88	12	100	7	93	100	34	66	100
TAOLAGNARO	94	6	100	6	94	100	46	54	100
Total	88	12	100	7	93	100	33	67	100

Tableau 25 : Classification des sources d'eau des ménages (en %)

	Source non améliorée	Source améliorée	Total
DISTRICT			
AMBOVOMBE-ANDROY	61	39	100
BEKILY	70	30	100
BELOHA	64	36	100
TSIHOMBE	80	20	100
AMBOASARY-ATSIMO	55	45	100
BETROKA			
TAOLAGNARO	53	47	100
Total	64	36	100

	Source d'approvisionnement principale en eau									
	Eau de robinet privé	Borne fontaine publique	Forage/Puits protégés	Puits non protégés	Source protégée	Source non protégée	Eau de pluie	Vendeurs d'eau	Eau de surface (mare)	Total
District										
AMBOVOMBE-ANDROY	0	22	2	27	1	34		14		100
BEKILY	0	13	15	58	1	9	0		4	100
BELOHA		9	26	22	1	36			7	100
TSIHOMBE			13	47	7	32			1	100
AMBOASARY-ATSIMO	17	23	3	12	1	36	0	0	7	100
TAOLAGNARO		1	45	4	1	48			2	100
Total	3	11	18	27	2	33	0	2	3	100

Tableau 26 : Taux de possession par catégorie d'actifs (en %)

DISTRICT	AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Possession Animaux	100	100	100	100	100	100	100
Bovin	18	29	20	15	11	8	17
Caprin	94	58	100	99	60	3	68
Ovin	26	60	21	19	49	48	37
Volailles	49	52	77	80	49	82	66
Possession Matériels	96	99	99	100	99	99	99
Bêche	96	99	99	100	99	99	99
Charrette	11	10	4	2	5	1	5
Possession Équipement	100	100	100	100	100	100	100
Marmites	100	100	100	100	100	96	99
Assiettes	100	99	100	100	100	100	100
Seaux	67	84	100	59	71	47	70

Tableau 27 : Nombre moyen d'actifs possédés par les ménages

Nombre moyen d'actifs possédés	Bovins	Ovins	Caprins	Volailles	Animaux	Moyenne UBT	Matériels	Équipements
DISTRICT								
AMBOVOMBE-ANDROY	3	3,9	4,3	6,7	9	0,82	2,4	13,8
BEKILY	4,5	4	6,4	11,5	13,6	1,35	2,4	17,2
BELOHA	2,2	3	4,1	4	8,2	0,72	2,3	11,3
TSIHOMBE	2,5	3,9	5,4	7,2	12,2	0,85	2,1	13,5
AMBOASARY-ATSIMO	4,3	4,1	6,2	10,2	11,3	0,87	2,6	13,7
TAOLAGNARO	2,1	2,4	3,1	11,5	10,8	0,31	1,8	12,3
Total	3,2	3,5	5,0	8,4	10,8	0,8	2,3	13,5

Tableau 28 : Vente d'actifs par les ménages (en %)

	vente_actif_animaux	vente_actif_materiels	vente_actif_equipements
	%	%	%
DISTRICT			
AMBOVOMBE-ANDROY	9	0	1
BEKILY	11	0	0
BELOHA	9	0	1
TSIHOMBE			
AMBOASARY-ATSIMO	9	0	1
TAOLAGNARO	11	0	0
Total	7	0	0

Tableau 29 : Nombre d'activités dont les ménages sont engagés (en %)

	1 activité	2 activités	> 2 activités	Total	Observations (N)
DISTRICT					
AMBOVOMBE-ANDROY	20	74	7	100	346
BEKILY	37	47	17	100	334
BELOHA	12	64	24	100	299
TSIHOMBE	0	70	30	100	345
AMBOASARY-ATSIMO	21	69	10	100	82
TAOLAGNARO	40	45	16	100	332
Total	22	61	17	100	2 043

Tableau 30 : Nombre moyen de membres engagés dans les top 4 activités des ménages

Nombre moyen de membres engagés	Membres engagés dans Agriculture	Membres engagés dans Élevage, chasse	Membres engagés dans Pêche	Membres engagés dans Commerce	Membres de -18 ans engagés dans Agriculture	Membres de -18 ans engagés dans Élevage, chasse	Membres de -18 ans engagés dans Pêche	Membres de -18 ans engagés dans Commerce
DISTRICT								
AMBOVOMBE-ANDROY	1,9	1,8	.	1,5	0,9	0,8	.	0,8
BEKILY	1,9	1,8	.	1,1	0,9	1,0	.	0,3
BELOHA	1,2	1,3	.	1,0	0,3	0,7	.	0,2
TSIHOMBE	1,4	1,3	.	1,0	0,2	0,3	.	0,1
AMBOASARY-ATSIMO	1,9	1,9	2,3	3,1	0,6	0,5	0,0	1,7
TAOLAGNARO	1,7	1,5	1,4	1,2	0,2	0,3	0,2	0,1
Total	1,7	1,6	1,4	1,3	0,5	0,5	0,2	0,4

Tableau 31 : Ménages engageant des membres de moins de 18 ans (en %)

	Agriculture	Élevage - Chasse	Pêche	Commerce	4 activités
DISTRICT					
AMBOVOMBE-ANDROY	54	39	0	6	59
BEKILY	47	38	0	2	56
BELOHA	23	27	0	8	30
TSIHOMBE	17	19	0	2	22
AMBOASARY-ATSIMO	34	25	0	8	41
TAOLAGNARO	14	12	4	1	19

Tableau 32 : Perception de l'évolution des activités par rapport au mois précédant l'enquête (en %)

	Agriculture		Élevage, chasse		Pêche		Commerce	
Évolution des activités par rapport au mois dernier	Augmenté	Diminué	Augmenté	Diminué	Augmenté	Diminué	Augmenté	Diminué
DISTRICT								
AMBOVOMBE-ANDROY	27	19	30	4	.	.	83	10
BEKILY	32	34	31	37	.	.	16	65
BELOHA	2	50	11	19	.	.	18	33
TSIHOMBE	19	42	60	1	.	.	74	3
AMBOASARY-ATSIMO	17	48	24	30	0	0	12	24
TAOLAGNARO	12	45	6	66	15	42	11	26
Total	18	40	29	23	14	40	38	26

Tableau 33 : Part des ménages exploitants agricoles (en %)

% Exploitants agricoles	Non	Oui	Total
	%	%	%
DISTRICT			
AMBOVOMBE-ANDROY	24	76	100
BEKILY	17	83	100
BELOHA	6	94	100
TSIHOMBE	45	55	100
AMBOASARY-ATSIMO	23	77	100
TAOLAGNARO	18	82	100
Total	22	78	100

Tableau 34 : Répartition des ménages par nombre de cultures agricoles exploitées (en %)

	Aucune culture	1 culture	2 cultures	Plus de 2 cultures	Total
DISTRICT					
AMBOVOMBE-ANDROY	24	18	35	23	100
BEKILY	17	25	13	45	100
BELOHA	6	3	37	53	100
TSIHOMBE	45	36	15	4	100
AMBOASARY-ATSIMO	23	23	29	24	100
TAOLAGNARO	18	51	17	14	100

Tableau 35 : Prévision sur la quantité de culture à récolter (en %)

	Riz		Maïs		Manioc		Patates		Brèdes		Autres cultures	
	Bon	Mauvais	Moyen	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais
DISTRICT												
AMBOVOMBE-ANDROY	.		8	92	1	51	0	84	33	12	0	56
BEKILY	5	62	16	84	7	54	2	80	35	18	3	90
BELOHA	0	100	1	99	0	90	0	66	1	43	1	91
TSIHOMBE	0	0	58	42	0	11	0	31	0	0	0	0
AMBOASARY-ATSIMO	0	89	21	79	1	65	0	96	4	75	0	14
TAOLAGNARO	6	86	0	100	6	89	7	91	64	7	0	100
Total	3	77	12	88	3	65	2	79	22	31	1	70

Tableau 36 : Perception du niveau de vie selon l'activité principale des ménages (en %)

		AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Agriculteurs	Vous vivez bien	12	11	27	6	1	1	9
	Ça va à peu près	39	36	16	76	46	25	40
	Ça va mais il faut faire attention	29	49	46	18	23	46	35
	Vous vivez difficilement	20	4	11		31	29	16
Éleveurs-Chasseurs	Vous vivez bien	10	17	32	6	1		11
	Ça va à peu près	37	40	14	76	49	22	42
	Ça va mais il faut faire attention	31	40	45	18	23	35	31
	Vous vivez difficilement	23	3	10		28	43	17
Pêcheurs	Ça va à peu près					100	40	42
	Ça va mais il faut faire attention						56	54
	Vous vivez difficilement						3	3
Commerçants	Vous vivez bien	28	12	33	9		4	17
	Ça va à peu près	48	22	22	78	9	22	39
	Ça va mais il faut faire attention	24	65	36	13	82	74	40
	Vous vivez difficilement			9		9		4

Tableau 37 : Situation financière des ménages au mois de l'enquête (en %)

	Situation financière actuelle					
	Vous arrivez à mettre de l'argent de côté	Vous arrivez juste à l'équilibre	Vous êtes obligés de tirer sur vos réserves	Vous êtes obligés de vendre des actifs	Vous êtes obligés de vous endetter	Total
District						
AMBOVOMBE-ANDROY	56	33	9	2	1	100
BEKILY	44	52	4	0	0	100
BELOHA	71	22	4	2	1	100
TSIHOMBE	64	27	8	0	0	100
AMBOASARY-ATSIMO	48	30	13	3	5	100
TAOLAGNARO	18	50	30	2	0	100
Total	49	36	12	2	1	100

Tableau 38 : Taux d'appartenance des ménages à une AVEC (en %)

	Êtes-vous membre d'une AVEC ?		
	Non	Oui	Total
District			
AMBOVOMBE-ANDROY	0,3	99,7	100
BEKILY	0,3	99,7	100
BELOHA	4,1	95,9	100
TSIHOMBE	0,0	100,0	100
AMBOASARY-ATSIMO	0,0	100,0	100
TAOLAGNARO	0,0	100,0	100
Total	0,8	99,2	100

Tableau 39 : Raison de NON appartenance à un AVEC (en %)

	Problèmes financiers	Problème familial	Autres (Éloignement du site de l'AVEC)	Maladie	Exclusion	Total
District						
AMBOVOMBE-ANDROY	0	100	0	0	0	100
BEKILY	0	100	0	0	0	100
BELOHA	36	21	21	14	7	100
TSIHOMBE	0	.	.	.	.	.
AMBOASARY-ATSIMO	.	.	.	.	.	.
TAOLAGNARO	.	.	.	.	.	.
Total	31	31	19	13	6	100

Tableau 40 : Raisons de non obtention de crédit (en %)

	Sur les ménages ayant recours à l'emprunt au cours de 30 derniers jours	Raison de non obtention de crédit				
		Capacité de remboursement faible	Pas de garanti	Autres crédits en cours	Autres	Dossier incomplet
DISTRICT	% N'ayant pas obtenu un crédit au cours des 30 derniers jours ?					
AMBOVOMBE-ANDROY	15	13	35	30	22	0
BEKILY	17	26	52	16	3	3
BELOHA	7	23	8	46	23	0
TSIHOMBE	11	0	17	17	67	0
AMBOASARY-ATSIMO	20	48	3	26	16	7
TAOLAGNARO	53	72	20	8	0	0

Tableau 41 : Types de stratégies adoptés par les ménages (en %)

	AMBOASARY- ATSIMO	AMBOVOMBE- ANDROY	BEKILY	BELOHA	TAOLAGNARO	TSIHOMBE	TOTAL
Reduction quantité globale de nourriture	6%	30%	12%	20%	36%	29%	23%
Reduction nb repas	1%	37%	4%	30%	13%	4%	15%
Emprunt nourriture	0%	2%	1%	1%	1%	0%	1%
Aliments non préférés	0%	7%	1%	3%	1%	0%	2%
Achat aliments a crédits	1%	1%	0%	9%	2%	1%	2%
Cueillette aliments sauvages	12%	2%	0%	8%	1%	0%	4%
Récolte précoce	15%	8%	1%	10%	2%	0%	6%
Membre manger ailleurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Membre mendier	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Reduction repas adulte	1%	1%	2%	15%	1%	2%	3%
Activités illégales	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Utilisation épargne	2%	16%	8%	28%	13%	28%	16%
Aide parents amis	1%	1%	0%	11%	0%	0%	2%
Aide Gouvernementale/ Organisation religieuse ONG	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Marier les enfants	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Emplois suppl. des membres actifs	15%	8%	0%	1%	0%	0%	4%
Travail enfants moins 15 ans	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Arrêt temporaire/ définitif de l'envoi à l'école des enfants	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Migration membres	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Reduction dépense sante éducation	0%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
Obtention crédit	0%	1%	1%	5%	0%	0%	1%
Vente actifs agricoles, non agricoles	1%	1%	1%	17%	1%	0%	3%
Vente de biens durables	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
Vente terrain maison	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Vente stock vivres	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
Pratique importante pêche	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Vente bétails/ volailles	3%	1%	2%	12%	0%	3%	3%
Confiage enfants autres ménages	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Activités spirituelles, sacrifice, marabout	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 42 : Les aliments les moins consommés par les ménages (en %)

UNE FOIS	AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Patates douces	97	90		76	50	15	72
Viande, poisson	35	90	47		33	0	71
Sucre	52	69	96		0	50	70
Haricot	33	88	50		27	100	68
Lentilles	27	80	85	86	53		61
Huile	31	61	56	85	0	80	52
Maïs	25	62	67	70	12	25	50
Autre matière grasse	0	100			0		50
Riz	63	53	61	84	19	21	49
Autre légumineuse	50	40	46	100	0	100	44
Abobo	64	61	100		0		44
Manioc	56	52	72	20	3	5	34
Brèdes	44	18	44	16	5	0	31
Cactus	50	100	85		0		30
Autre tubercule	100	100			0		25
Autres légumes	0	40	100		0		21
Autre céréale	3	67			11	0	10
Autres fruits	0	0	100		0		8
Autres produits laitiers	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 43 : Les aliments les plus consommés par les ménages (en %)

TROIS FOIS ET PLUS	AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Autres fruits	100	100	0		0		85
Cactus	25	0	0		96		63
Autre tubercule	0	0			67		50
Autres produits laitiers					50		50
Autre matière grasse	100	0			100		50
Autres légumes	100	0	0		60		43
Abobo	29	27	0		63		37
Manioc	17	36	2	1	84	56	36
Brèdes	35	60	8	0	83	0	35
Riz	19	25	3	1	42	49	23
Sucre	45	18	0		76	50	21
Autre céréale	16	33			20	0	19
Huile	39	13	1	0	71	20	14
Lentilles	33	5	1	0	7		14
Autre légumineuse	38	30	2	0	83	0	13
Viande, poisson	59	3	0		0	50	13
Maïs	23	3	1	1	39	50	12
Haricot	67	0	0		20	0	12
Patates douces	3	0		0	0	45	10

Tableau 44 : Source d'approvisionnement des aliments de base des ménages bénéficiaires (en %)

Aliments de base	Source d'approvisionnement	AMBOVOMBE-ANDROY	BEKILY	BELOHA	TSIHOMBE	AMBOASARY-ATSIMO	TAOLAGNARO	Total
Riz	Autoconsommation/Propre production	8	35	0	1	18	16	13
	Dons, transferts	0	2	0	0	0	0	0,3
	Achats-cash	88	61	100	82	57	82	78
	Achat à crédit	4	1	0	18	20	2	7
	Cueillette et chasse	0	2	0	0	6	0	2
	Troc et échange							
	Total	100	100	100	100	100	100	100
Maïs	Autoconsommation/Propre production	25	36	0	11	21	0	15
	Dons, transferts							
	Achats-cash	74	64	98	85	49	100	78
	Achat à crédit	1	1	0	4	26	0	6
	Cueillette et chasse	0	0	1	0	4	0	1
	Troc et échange	1	0	0	0	0	0	0,1
	Total	100	100	100	100	100	100	100
Manioc	Autoconsommation/Propre production	46	34	16	35	48	14	31
	Dons, transferts	3	0	0	0	1	0	1
	Achats-cash	39	62	81	61	37	84	62
	Achat à crédit	4	1	1	5	4	2	3
	Cueillette et chasse	8	3	2	0	11	0	4
	Troc et échange	0	1	0	0	0	0	0,1
	Total	100	100	100	100	100	100	100
Niébé	Autoconsommation/Propre production	3	5	7	19	13	0	7
	Dons, transferts							
	Achats-cash	81	90	90	76	73	0	85
	Achat à crédit	6	5	1	5	13	0	4
	Cueillette et chasse	9	0	3	0	0	0	5
	Troc et échange							
	Total	100	100	100	100	100	100	100
Brèdes	Autoconsommation/Propre production	27	70	45	16	38	100	46
	Dons, transferts	8	1	0	0	0	0	2
	Achats-cash	54	18	34	82	31	0	36
	Achat à crédit	0	0	0	3	28	0	3
	Cueillette et chasse	11	11	21	0	2	0	13
	Troc et échange	0	0	0	0	2	0	0,2
	Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Suivi des vulnérabilités – T2_2026, nos propres calculs